

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 849

11 mai 2007

SOMMAIRE

AC Technologies	40711	Jordanus Holding S.A.	40706
Aerlux S.A.	40707	Katoen Natie Group S.A.	40721
Aggior S.A.	40720	Kentia Finance S.A.	40706
Blamar S.A.	40709	Lady Mary II S.A.	40706
Cara S.A.	40716	Linston Holding S.A.	40721
Cattleya Investments	40725	Luxcorp Church Hill Holding S.A.	40722
Celius Holding S.A.	40707	Maltesia S.A.	40722
Chablis S.A.	40724	Mariva Holding	40726
Coleman S.A.	40716	Materials Technics Holding S.A.	40724
Dièdre	40723	Metro International S.A.	40714
Endicott S.A.	40708	Millicom International Cellular S.A.	40711
Européenne de Diversification - Eurodiv S.A.	40717	New Invest 2 S.A.	40751
FDI	40717	Penrite Assets Corporation S.à r.l.	40752
Fidimmo S.A.	40720	Poseidon S.A.	40708
Financière Truck S.à r.l.	40729	Prosper S.A.	40726
Fortis LDI Solution	40752	Ribeauvillé Investments S.A.	40722
Fracasse	40721	SMP International Sàrl	40749
Fuchs Invest	40723	Soparassur S.A.	40727
Gesticom S.A.	40710	Steel Invest S.A.	40709
Gilda Participations S.A.	40710	Technologies Industrielles Européennes S.A.	40752
Great American Europe S.A.	40710	The Private Equity Company SA	40723
H B M S.A. Holding	40751	Tigua S.A.	40724
Heco S.A.	40709	Trafim S.A.	40725
Hysope Investment S.A.	40707	Transcom Worldwide S.A.	40718
Indigo Investments Luxembourg S.à r.l.	40727	Turquoise Investment Fund	40725
Infor-ID S.A.	40708	Vestigia	40726
		Windsail Holding S.A.	40717

Kentia Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 69.603.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 1^{er} juin 2007 à 10.30 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- a. rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 2006;
- b. rapport du Commissaire;
- c. lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 2006;
- d. affectation du résultat;
- e. décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- f. délibération conformément à l'article 100 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales;
- g. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007045114/45/18.

Jordanus Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 14.033.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 4 juin 2007 à 15.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007045121/755/18.

Lady Mary II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 111.752.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 31 mai 2007 à 11.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- a. rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 2006;
- b. rapport du Commissaire;
- c. lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 2006;
- d. affectation du résultat;
- e. décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- f. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007045133/45/17.

Hysope Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 64.429.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *1^{er} juin 2007* à 11.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- a. rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 2006;
- b. rapport du Commissaire;
- c. lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 2006;
- d. affectation du résultat;
- e. décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- f. délibération conformément à l'article 100 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales;
- g. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007045122/45/18.

Celius Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 36.520.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social, L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur, le *25 mai 2007* à 14.00 heures, pour délibération sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes au 31 décembre 2006
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007045134/1212/18.

Aerlux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 67.091.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

qui se tiendra au siège social de la société à Luxembourg, 24-28, rue Goethe, le *mardi 29 mai 2007* à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes sur l'exercice clôturé au 31 décembre 2006;
2. Examen et approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006;
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
4. Affectation des résultats;
5. Nominations statutaires.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007045138/546/17.

Endicott S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 46.942.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 29 mai 2007 à 14.30 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2002, 2003, 2004, 2005 et 2006
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations statutaires
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007045142/696/18.

Poseidon S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 13.338.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du 28 mai 2007 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006
3. Décharge au Conseil d'Administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007045130/506/16.

Infor-ID S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 54.077.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 29 mai 2007 à 14.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006
3. Acceptation de la démission d'un Administrateur
4. Ratification de la cooptation d'un Administrateur
5. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007045143/696/17.

Blamar S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 62.980.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 1^{er} juin 2007 à 15.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007045136/755/19.

Steel Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 53.261.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 6 juin 2007 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007045128/755/19.

Heco S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 14.566.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 4 juin 2007 à 15.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Renouvellement du mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007045119/755/19.

Gilda Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 60.482.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 4 juin 2007 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007045139/755/19.

Gesticom S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8295 Keispelt, 80A, rue de Kehlen.

R.C.S. Luxembourg B 53.100.

Mesdames, Messieurs, les actionnaires sont convoqués pour une

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

de la société fixée au mardi 19 juin 2007 à 17.00 heures à l'adresse suivante: ETUDE NATHAN & NOESEN, 18, rue de Glacis, L-1628 Luxembourg.

Ordre du jour:

- Approbation des comptes de la société pour 2004/2005/2006.
- Décision sur la continuation de la société.
- Décision sur un éventuel dépôt de bilan.
- Décharge à donner aux administrateurs et aux commissaires actuellement en fonction.

Référence de publication: 2007046520/292/15.

Great American Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 112.615.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 7 juin 2007 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007045874/755/19.

AC Technologies, Société Anonyme.

Siège social: L-9970 Leithum, Maison 2.

R.C.S. Luxembourg B 107.060.

Die Damen und Herren Aktionäre werden eingeladen zur

JÄHRLICHEN ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

welche stattfinden wird in L-9991 Weiswampach, route de Stavelot, 144, am Freitag, dem 25. Mai 2007 um 11.00 Uhr, mit folgender Tagesordnung:

Tagesordnung:

1. Verlesen des Jahresabschlusses per 31. Dezember 2006;
2. Verlesen des Berichts des Verwaltungsrates betreffend das Geschäftsjahr 2006;
3. Verlesen des Berichts des Kommissars betreffend das Geschäftsjahr 2006;
4. Verabschiedung des Jahresabschlusses;
5. Ergebnisverwendung;
6. Entlastung des Verwaltungsrates und des Kommissars;
7. Beschlussfassung über die eventuelle Auflösung der Gesellschaft;
8. Verschiedenes.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2007045125/667/20.

Millicom International Cellular S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 15, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 40.630.

Is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING («AGM»)

and an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING («EGM»)

of the shareholders of MILLICOM INTERNATIONAL CELLULAR S.A. («Millicom») is convened to be held at the Château de Septfontaines, 330, rue de Rollingergrund, Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg, on Tuesday May 29, 2007 at 4.00 p.m. Central European time, to consider and vote on the following resolutions:

Agenda:

1. To receive the Directors' Report (Rapport de Gestion) and the Report of the Independent Auditors on the consolidated and parent company accounts at December 31, 2006.
2. To approve the consolidated accounts and the parent company accounts for the year ended December 31, 2006.
3. To allocate the results of the year ended December 31, 2006. On a parent company basis Millicom generated a profit of USD 82,996,146 in the year ended December 31, 2006, of which USD 1,526,045 is proposed to be allocated to the legal reserve in accordance with the requirements of Luxembourg company law, and the remainder is proposed to be allocated against carried-forward losses.
4. To discharge the Board of Directors for the year ended December 31, 2006.
5. To (a) elect Ms Mia Brunell and Mr Kent Atkinson as new directors, (b) re-elect Ms Donna Cordner, Mr Daniel Johannesson, Mr Tope Lawani, Mr Michel Massart and Ms Cristina Stenbeck as Directors, in each case for a term ending on the day of the AGM to take place in 2008, and (c) acknowledge that Mr Vigo Carlund, Mr Ernest Cravatte and Mr Lars-Johan Jarnheimer have decided not to stand for re-election.
6. To elect the external auditors of Millicom for a term ending at the 2008 AGM. The Board of Directors proposes that PricewaterhouseCoopers Sàrl, Luxembourg, be re-elected as external auditor for a term ending at the AGM to be held in 2008.
7. To approve the Directors' fee-based compensation in relation to fiscal year 2007 and share-based compensation in relation to fiscal year 2006. The Nominations Committee proposes to the Meeting that the fee-based compensation for the seven directors expected to serve from the AGM date to be a total of USD 432,500 for fiscal year 2007. The share-based compensation in relation to fiscal year 2006 will take the form of fully paid-up shares of

Millicom common stock to be issued to the eight directors who served until the AGM. The number of shares issued to the Chairman will be USD 92,500 divided by the Millicom share closing price on NASDAQ on the AGM date. The number of shares issued to each of the other seven directors who will serve until the AGM date will be USD 50,000 divided by the Millicom share closing price on NASDAQ on the AGM date.

8. To approve an allocation from Millicom's share premium account to share capital for the nominal value of up to (a) 336,311 fully paid-up shares of Millicom common stock in relation to fiscal year 2006 and 4,017 shares of common stock in relation to year 2005 for issuance to employees of the companies within the Millicom group (the «Millicom Group»), and (b) an amount of shares of fully paid-up Millicom common stock for issuance to Millicom's directors in relation to fiscal year 2006 determined as set out in Agenda Item 7 above. These shares will be issued within Millicom's authorized share capital in exchange for nil consideration from the relevant employees or directors.
9. (a) To authorise Millicom, at any time between June 1, 2007 and the day of the AGM to be held in 2008, provided the required levels of distributable reserves are met by Millicom at that time, to either directly or through a subsidiary or a third party engage in a buy-back of Millicom shares using its available cash reserves in an amount not exceeding the lower of (i) five per cent (5%) of Millicom's issued and outstanding share capital as of the date of this AGM (i.e., a maximum of 5,042,937 shares corresponding to USD 7,564,406 in nominal value) or (ii) the then available amount of Millicom's distributable reserves on a parent company basis, in the open market on NASDAQ and OMX Nordic Exchange Stockholm AB, at an acquisition price which may not be less than USD 5 per share nor exceed the higher of (x) the published bid that is the highest current independent published bid on a given date or (y) the last independent transaction price quoted or reported in the consolidated system on the same date, regardless of the market or exchange involved.
 - (b) To approve the Board of Directors' decision to give joint authority to Millicom's Chief Executive Officer and the Chairman to (i) decide, within the limits of the authorization set out in (a) above, the timing and conditions of any Millicom share buy-back according to market conditions and (ii) give mandate on behalf of Millicom to one or more designated broker-dealers to implement the share buy-back.
 - (c) To authorise Millicom, at the discretion of the Board of Directors, to (a) in the event the buy-back is done through a subsidiary or a third party, to purchase the bought back Millicom shares from such subsidiary or third party, (b) transfer all or part of the purchased Millicom shares and reduce its shareholders' equity using either distributable reserves or funds from its share premium account, (c) re-issue all or part of the purchased Millicom shares to the directors of Millicom or to employees of the Millicom Group in connection with any existing or future Millicom long-term incentive plan, and/or (d) use the purchased shares as consideration for merger and acquisition purposes, including joint ventures and the buy-out of minority interests in Millicom's subsidiaries, as the case may be, in accordance with the limits set out in Articles 49-2, 49-3, 49-4, 49-5 and 49-6 of the Luxembourg Company Law of 1915, as amended.

10. Miscellaneous.

Authorized capital

1 To renew the authorisation granted to the Board of Directors to issue shares up to a share capital of USD 199,999,800 divided into 133,333,200 shares at a par value of USD 1.50 per share for a period of five years starting on and including May 29, 2007 and ending on the day of the AGM to be held in 2012.

Amendment of articles of association:

Several changes to Millicom's articles (statuts) are required to update the articles in accordance with new requirements applicable to Millicom, including the NASDAQ Stock Market's stated aim for 2008 to have companies listed on it move to an electronic format for holding shares rather than paper-based share certificates.

2 To approve the amendment of Article 1 («Purpose») of Millicom's articles of association (statuts) so that a second paragraph is inserted, as follows: «The Company may, in connection with the foregoing purposes, (i) acquire or sell by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any equity or debt securities or other financial instruments representing ownership rights, claims or assets issued by, or offered or sold to, any public or private issuer, (ii) issue any debt instruments exercise any rights attached to the foregoing securities or financial instruments, and (iii) grant any direct or indirect financial or other type of assistance, in any form, to or for the benefit of subsidiaries, affiliates or other companies in which it holds a participation directly or indirectly, including but not limited to loans, guarantees, credit facilities, technical assistance.

3 To approve the amendment of Article 2 («Registered Office») of Millicom's articles of association (statuts) so that the word «Bertrange» in Article 2 is changed to «Leudelange».

4 To approve the amendment of Article 6 («Shares») of Millicom's articles of association (statuts) so that (a) the following sentence will be inserted after the first sentence: «The Company's shares may be held in electronic format in accordance with the requirements of the stock exchanges on which the Company's stock may be listed from time to time or may be represented by physical share certificates.» and (b) paragraphs 12-15 of this Article are deleted and replaced with the following sentence: «The Company may repurchase its shares of common stock using a method approved by the board of directors of the Company in accordance with Luxembourg law and the rules of the stock exchange(s) on which the Company's common stock may be listed from time to time.»

5 To approve the deletion of the fifth sentence of Article 8 («Meetings of the Board of Directors») and its replacement by the following two sentences: «The Chairman shall preside at all meetings of the board of directors of the Company, except that in his absence the board of directors may elect by a simple majority of the directors present another director or a duly qualified third party as chairman of the relevant meeting. The Chairman may preside at all meetings of the shareholders of the Company and shall also be authorised to delegate the duty of presiding any such meeting to another member of the board of directors of the Company, any senior executive officer of the Company, or any duly qualified third party.»

6 To approve (a) the deletion of the second sentence of paragraph 1 and (b) the amendment of the first sentence of Article 13 («Conflicts of Interest») of Millicom's articles of association (statuts). The first sentence will be deleted and replaced by the following sentence: «No contract or other transaction between the Company and any other person shall be affected or invalidated by the fact that any director, officer or employee of the Company has a personal interest in, or is a director, officer or employee of such other person, except that (x) such contract or transaction shall be negotiated on an arms' length basis on terms no less favorable to the Company than could have been obtained from an unrelated third party and, in the case of a director, the director shall abstain from voting on any matters that pertain to such contract or transaction at any meeting of the board of directors of the Company, and (y) any such personal interest shall be fully disclosed to the Company by the relevant director, officer or employee.» The last paragraph of Article 13 will become the new Article 14 (see Item 7 below).

7 To approve (a) the insertion of a new Article 14 titled «Indemnification» into Millicom's articles of association (statuts), comprised of the last paragraph of the current Article 13, (b) the insertion of the following second sentence into the new Article 14: «The indemnification by the Company shall include the right of the Company to pay or reimburse a defendant's reasonable legal costs before any proceeding or investigation against the defendant shall have resulted in a final judgment, settlement or conclusion, provided the Company's directors shall have determined in good faith that the defendant's actions did not constitute wilful and deliberate violations of the law and shall have obtained the relevant legal advice to that effect.» ; and (c) the consequent re-numbering of Articles 14 to 15, 15 to 16, 16 to 17, 17 to 18, 18 to 19, 19 to 20, 20 to 21, 21 to 22, 22 to 23, 23 to 24 and 24 to 25.

8 To approve the deletion of the second sentence of new Article 20, formerly Article 19, titled «Other General Meetings» and its replacement by the following sentence: «Such meetings must be convened by the board of directors of the Company if shareholders representing at least ten percent (10%) of the Company's issued share capital so require.»

9 To approve the deletion of paragraphs 6 and 7 of new Article 21, formerly Article 20 («Procedure, Vote») of Millicom's articles of association (statuts) and their replacement by the following text: «No quorum is required for a meeting of the ordinary general meeting of shareholders and resolutions are adopted at such a meeting by a simple majority of the votes cast. A quorum of presence of two-thirds (2/3) of the issued share capital of the Company is required to approve the following actions, which are adopted at a majority of no less than two-thirds (2/3) of the votes cast, except for the types of decisions for which a higher majority is required by Luxembourg company law: (i) an amendment of the Company's articles of association; (ii) the liquidation or dissolution of the Company; (iii) the merger of the Company with another entity; (iv) the withdrawal of the Company's shares from public listing in a going-private transaction. Copies or extracts of the minutes of the meetings of shareholders to be produced in court will be signed by the chairman or by any two directors.»

10 Miscellaneous.

Election of the directors (Item 5)

The Nominations Committee proposes that, until the AGM to be held in 2008, Mr Atkinson and Ms Brunell be elected as new directors of Millicom, and Ms Cordner, Mr Johannesson, Mr Massart, Mr Lawani and Ms Stenbeck be re-elected as directors of Millicom. Mr Carlund, Mr Cravatte and Mr Jarnheimer have decided not to stand for re-election.

Other information.

There is no quorum of presence requirement for the AGM. The AGM agenda items are adopted by a simple majority of the shares present or represented. A quorum of presence of half of the issued and outstanding share capital is required for purposes of the agenda items relating to the EGM. The EGM agenda items are adopted by a majority of 2/3 of the shares present or represented. In the event the quorum is not reached at the first meeting, the EGM will be reconvened. At the reconvened meeting, no quorum is required and decisions are adopted at 2/3 of the present or represented shares. However, to the extent the amendment of Article 3 constitutes a change in the purpose of Millicom, a quorum of presence of 2/3 is required to adopt the change, which is adopted at a majority of 3/4 of the shares present or represented. If this quorum is not met at the first meeting of the EGM, the EGM is reconvened at which the change will be adopted without any quorum requirement with the same majority of 3/4 of the shares present or represented.

Participation in the AGM is reserved to shareholders who give notice of their intention to attend the AGM/EGM by mail or return a duly completed proxy form at the following address: MILLICOM INTERNATIONAL CELLULAR S.A., 15, rue Léon Laval, L-3372 Leudelange, Luxembourg, attention: Ms Carole Wintersdorff, telephone: + 352 27 759 356, fax: + 352 27 759 353, so that it is received no later than Friday May 25, 2007, 5:00 p.m. Central European time. Proxy forms are available upon request at Millicom's registered office, at the above address and contact numbers.

Holders of Swedish Depository Receipts wishing to attend the meeting or to be represented at the AGM/EGM by proxy have to request a power of attorney from Glitnir AB (formerly Fischer Partners Fondkommission AB), P.O. Box 16027, SE-103-21 Stockholm, Sweden, telephone: + 46 8 463 85 00, and send it duly completed to Millicom's address indicated above, so that it is received no later than Friday May 25, 2007, 5:00 p.m. Central European time. Holders of Swedish Depository Receipts having registered their Swedish Depository Receipts in the name of a nominee must temporarily register the Swedish Depository Receipts in their own name in the records maintained by VPC AB in order to exercise their shareholders' rights at the AGM/EGM. Such registration must be completed no later than Tuesday May 22, 2007.

May 4, 2007.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2007046710/5499/159.

Metro International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 73.790.

Convening notice is given to the shareholders of the Company that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of the shareholders will be held on *29 May 2007*, at 5.30 p.m. at Château de Septfontaines, 330, rue de Rollingergrund in L-2441 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) (the Meeting) with the following agenda:

I. Agenda:

1. Election of Chairman of the Meeting.
2. Presentation of the reports of the Board of Directors and of the external auditor of the Company on (i) the annual accounts of the Company for the financial year ended 31 December 2006 and (ii) the consolidated annual accounts for the financial year ended 31 December 2006.
3. Approval of the annual accounts and the consolidated accounts for the financial year ended 31 December 2006.
4. Allocation of the results as of 31 December 2006.
5. Discharge of the liability of the members of the Board of Directors and the external auditor of the Company for, and in connection with, the financial year ended 31 December 2006.
6. Appointment of the members of the Board of Directors.
7. Appointment of the external auditor of the Company.
8. Approval of a restricted shares agreement.
9. Determination of the Directors' fees.
10. Approval of guidelines on remuneration for senior executives.
11. Approval of the procedure of the Nomination Committee for the election of members of the Board of Directors at the Annual General Meeting to be held in 2008.
12. Miscellaneous.
13. Closing of the Meeting.

II. Information

Appointment of Chairman of the Meeting (item 1)

The Nomination Committee proposes that the lawyer Marc Feider be appointed Chairman of the Meeting.

Appointment of the Members of the Board of Directors (item 6)

The Nomination Committee proposes that, until the close of the Annual General Meeting (AGM) to be held in 2008, Mr Josh Berger, Mr Paddy Byng, Mr Henry Guy, Mr Dennis Malamatinas, Ms Mia Brunell, Ms Christine Ockrent and Ms Cristina Stenbeck be re-elected Directors of the Company. The Nomination Committee further proposes that Mr Dennis Malamatinas be appointed as the Chairman of the Board of Directors and that the Board of Directors appoint a Remuneration Committee and an Audit Committee at a Board Meeting following the AGM.

Appointment of the external auditor of the Company (item 7)

As recommended by the Audit Committee, the Nomination Committee proposes that KPMG Audit Sàrl, Luxembourg be reappointed as external auditor for a term ending at the AGM of the shareholders to be held in 2008. The remuneration of the auditor shall be paid in accordance with an approved bill which specifies time, persons who worked and tasks performed.

Approval of the restricted shares agreements whereby each Director is granted restricted Class A shares and Class B shares of the Company (item 8)

The Nomination Committee and the Board of Directors propose to the Meeting that, going forward, the Directors' fees be composed of (a) a payment in cash and (b) a payment in kind consisting of the grant of restricted Class A shares and Class B shares of the Company. The restricted shares will be subject to a one-year holding period. The aggregate

number of restricted shares to be allocated to each Director will be determined at the occasion of each AGM. The new remuneration policy will be effective as from the Meeting.

In order to implement this new remuneration policy in respect of the period until the end of the next AGM to be held in 2008, the Nomination Committee and the Board of Directors propose that the Company enters into a restricted shares agreement with each Director whereby each Director of the Company is granted the right to receive restricted Class A shares and Class B shares, for no consideration other than their remuneration as a Director of the Company (each a Restricted Shares Agreement).

The following principles will be applicable under each Restricted Shares Agreement. Part of the Directors' fees overall amount for the period until the end of the next AGM to be held in 2008 shall be paid in cash to the Directors and part of this overall amount shall be represented by restricted Class A and Class B shares. The number of restricted Class A and Class B shares to be allocated to the Directors shall be determined on the basis of the volume weighted average price of the Class A shares and the Class B shares during a period of 10 trading days on the Stockholm Stock Exchange, such period starting on and including the day of the holding of the AGM. The restricted Class A and Class B shares cannot be transferred by the Directors during the period of one year as from the date of grant of the restricted Class A and Class B shares. The Company, and the Company's subsidiaries have the right to purchase the restricted Class A and Class B shares for EUR 1 (one Euro) per restricted share if the Director ceases to be a Director within this one-year period because of (i) his/her wilful misconduct or (ii) his/her resignation. If the Director ceases to be a Director of the Company for any other reasons within the holding period (including his/her death), the transfer restrictions regarding the restricted Class A and Class B shares shall terminate subject to Board approval. In the case of a change of control, the transfer restrictions regarding the restricted Class A and Class B shares shall also terminate.

The Nomination Committee and the Board of Directors propose that the Meeting approves the principles of the Restricted Shares Agreements that are set out above, and the entry into and performance under the Restricted Shares Agreements by the Company on or around the date hereof.

Directors' fees (item 9)

The Nomination Committee proposes that the Meeting resolves that the fees for the members of the Board of Directors (including remuneration for the work in the committees of the Board of Directors) for the period until the close of the AGM to be held in 2008 be a total of USD 442,000, and with such amount to be split as follows: the Chairman of the Board, fees in an amount of USD 100,000; each of the ordinary directors of the Board, fees in an amount of USD 50,000. The Nomination Committee also proposes that for work within the Audit Committee USD 14,000 shall be allocated to its chairman and USD 7,000 to each of the other members and for work within the Remuneration Committee USD 7,000 shall be allocated to its chairman and USD 3,500 to each of the other members.

The Nomination Committee further proposes that the Meeting approves that 50 per cent of the remuneration of the members of the Board of Directors (excluding remuneration for the work in the committees of the Board of Directors) be paid in kind by the grant of new shares under the terms and conditions of the Restricted Shares Agreements.

Approval of guidelines on remuneration for senior executives (item 10)

The Board proposes to approve the following guidelines for determining remuneration for senior executives in the Company and the Company's direct and indirect subsidiaries. Senior executives covered by the proposed guidelines include the CEO, the COO, the CFO and other senior executives. The remuneration shall consist of fixed salary, variable salary, pension, participation in the Company's long term incentive plans and other customary benefits. These components shall reflect individual performance and offer a competitive remuneration package adjusted to conditions on the market. The Board shall be obligated to give account on the following Annual General Meeting, in case of deviation from these guidelines. (Further information on the guidelines can be found on the Company's website: www.metro.lu).

Approval of the procedure for the nomination of the Board of Directors for the Annual General Meeting to be held in 2008 (item 11)

The Nomination Committee proposes that the Meeting approves the following procedure for the preparation of a proposal for the election of members of the Board of Directors, external auditor, their remuneration, as well as the proposal on the Chairman for the AGM to be held in 2008. The work shall be executed by a Nomination Committee which will consist of at least 3 members (including Ms Cristina Stenbeck) representing major shareholders in the Company. The Nomination Committee will be formed in September 2007 in consultation with the largest shareholders in the Company, by number of voting shares held, at that time. The Nomination Committee will be elected for a term of one year. The majority of the members of the Nomination Committee may not be members of the Board of Directors of the Company, nor be employed by the Company. If a member of the Nomination Committee resigns before the work is concluded, a replacement member is to be appointed in accordance with the foregoing criteria. Ms Cristina Stenbeck will be a member of the Nomination Committee and will also act as its convener. The members of the Nomination Committee will appoint their Chairman at their first meeting from amongst themselves. The composition of the Nomination Committee will be communicated in the financial report for the third quarter of 2007.

The above proposals made by the Board of Directors and the Nomination Group in respect of items 6, 7, 8, 9 and 11 are supported by shareholders representing more than 50 per cent of the votes in the Company including among others Investment AB Kinnevik, Emesco AB, Swedbank Robur Fonder AB and Orkla ASA.

Other information

No specific quorum is required for the valid deliberation or acknowledgement of the Meeting and the resolutions are taken by a simple majority of the Class A shares represented and voting at the Meeting, it being reminded that the Class B shares are non voting shares.

Participation in the Meeting is reserved for shareholders (other than holders of Swedish Depository Receipts) who file their intention to attend the Meeting by mail and/or return of a duly completed proxy form to the following address: Metro International S.A., c/o Modern Treuhand, 11, boulevard Royal, B.P. 2599, L-1025 Luxembourg, Tel: +352 - 27 751 350, Fax: + 352 - 27 751 312 so that it shall be received not later than Thursday, 24 May, 2007, 5.00 pm. Proxy forms for the Meeting are available at the same address and can also be found on the Company's website, www.metro.lu.

Holders of Swedish Depository Receipts (SDRs) wishing to attend the Meeting or to be represented at the Meeting via proxy must give notice to and request a proxy form from Glitnir AB, with mailing address: Box 16027, SE-103 21 Stockholm, Sweden, and visiting address: Hovslagargatan 5 Stockholm, Sweden, Tel: +46 - 8 463 85 00. Holders of SDRs wanting to be represented at the Meeting have to send the proxy duly completed to Glitnir AB at the same address, so that it shall be received not later than Thursday, 24 May, 2007, 5.00 pm. Those holders of SDRs having registered their SDRs in the name of a nominee must temporarily register the SDRs in their own name in the records maintained by VPC AB, in order to exercise their shareholders' rights at the Meeting. Such registration must be completed no later than Tuesday, 22 May 2007, 5.00 p.m.. Proxy forms for the Meeting can also be found on the Glitnir's website, www.glitnir.se.

Luxembourg, 11 May 2007.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2007046709/5499/124.

Coleman S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 95.319.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 30 mai 2007 à 16.45 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et affectation des résultats,
- Délibération et décision à prendre quant à la poursuite éventuelle de l'activité de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007045878/755/20.

Cara S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 59.584.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 1^{er} juin 2007 à 9.30 heures au 23, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Délibération et décision sur la continuité des activités de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales,

- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007045112/755/21.

Windsail Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 1, place Winston Churchill.

R.C.S. Luxembourg B 99.259.

Messrs shareholders are hereby convened to attend the

STATUTORY GENERAL MEETING

which is going to be held at 5, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, on *June 4, 2007* at 11.00 o'clock, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the annual accounts and of the reports of the board of directors and of the statutory auditor.
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2006.
3. Discharge to the directors and to the statutory auditor.
4. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2007046711/534/16.

Européenne de Diversification - Eurodiv S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 90.756.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au 5, boulevard de la Foire, Luxembourg, le *1^{er} juin 2007* à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007046714/534/17.

FDF, Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 72.929.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *4 juin 2007* à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007046715/534/15.

Transcom Worldwide S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8080 Bertrange, 75, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 59.528.

Convening notice is given to the shareholders of the Company that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of the shareholders of the Company will be held on 29 May 2007, at 3.00 p.m. at Château de Septfontaines, 330, rue de Rollingergrund, L-2441 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) (the Meeting) with the following agenda:

I. Agenda:

1. Election of Chairman of the Meeting.
2. Presentation of the reports of the Board of Directors and of the external auditor of the Company on (i) the annual accounts of the Company for the financial year ended 31 December 2006 and (ii) the consolidated annual accounts for the financial year ended 31 December 2006.
3. Approval of the annual accounts and the consolidated accounts for the financial year ended 31 December 2006.
4. Allocation of the results as of 31 December 2006 and proposal to carry forward the profit of the year.
5. Discharge of the liability of the members of the Board of Directors and the external auditor of the Company for, and in connection with, the financial year ended 31 December 2006.
6. Appointment of the members of the Board of Directors.
7. Appointment of the external auditor of the Company.
8. Approval of the principles of the restricted shares agreements whereby each Director is granted restricted Class A and Class B shares as part of the Director's fees (the Restricted Shares Agreements) and approval of the entry into and performance under the Restricted Shares Agreements by the Company.
9. Determination of the Directors' fees, which shall be composed of (a) a payment in cash and (b) a payment in kind consisting of the grant of restricted Class A and Class B shares under the terms and conditions of the Restricted Shares Agreements.
10. Approval of the procedure of the Nomination Committee for the election of members of the Board of Directors at the Annual General Meeting to be held in 2008.
11. Approval of the Share Repurchase Plan.
12. Miscellaneous

II. Information

Appointment of chairman of the Meeting (item 1)

The Nomination Committee proposes that William Walker be appointed Chairman of the Meeting.

Appointment of the members of the Board of Directors (item 6)

The Nomination Committee proposes that, until the end of the Annual General Meeting (AGM) to be held in 2008: Mr William Walker, Ms Cristina Stenbeck, Mr James Beers and Ms Mia Brunell be re-elected as Directors of the Company, and Mr Roel Louwhoff be elected as Director. The Nomination Committee further proposes that the Board of Directors appoint Mr William Walker to be Chairman of the Board of Directors, and that a Remuneration Committee and an Audit Committee are appointed at a Board Meeting following the AGM.

Appointment of the external auditor of the Company (item 7)

As recommended by the Audit Committee, the Nomination Committee proposes that ERNST & YOUNG S.A., Luxembourg be re-appointed as external auditor for a term ending at the AGM of the shareholders to be held in 2008.

The Nomination Committee proposes that remuneration of the auditor shall be paid in accordance with an approved bill which specifies time, persons who worked and tasks performed.

Approval of the restricted shares agreements whereby each Director is granted restricted Class A shares and Class B shares of the Company (item 8)

The Nomination Committee and the Board of Directors propose to the Meeting that, going forward, the Directors' fees be composed of (a) a payment in cash and (b) a payment in kind consisting of the grant of restricted Class A shares and Class B shares of the Company. The restricted shares will be subject to a one-year holding period. The aggregate number of restricted shares to be allocated to each Director will be determined at the occasion of each AGM. The new remuneration policy will be effective as from the Meeting.

In order to implement this new remuneration policy in respect of the period until the end of the next AGM to be held in 2008, the Nomination Committee and the Board of Directors propose that the Company enters into a restricted shares agreement with each Director whereby each Director of the Company is granted the right to receive restricted Class A shares and Class B shares, for no consideration other than their remuneration as a Director of the Company (each a Restricted Shares Agreement).

The following principles will be applicable under each Restricted Shares Agreement. Part of the Directors' fees overall amount for the period until the end of the next AGM to be held in 2008 shall be paid in cash to the Directors and part of this overall amount shall be represented by restricted Class A and Class B shares. The number of restricted Class A and Class B shares to be allocated to the Directors shall be determined on the basis of the volume weighted average price of the Class A shares and the Class B shares during a period of 10 trading days on the Stockholm Stock Exchange, such period starting on and including the day of the holding of the AGM. The restricted Class A and Class B shares cannot be transferred by the Directors during the period of one year as from the date of grant of the restricted Class A and Class B shares. The Company, and the Company's subsidiaries have the right to purchase the restricted Class A and Class B shares for EUR 1 (one Euro) per restricted share if the Director ceases to be a Director within this one-year period because of (i) his/her wilful misconduct or (ii) his/her resignation. If the Director ceases to be a Director of the Company for any other reasons within the holding period (including his/her death), the transfer restrictions regarding the restricted Class A and Class B shares shall terminate subject to Board approval. In the case of a change of control, the transfer restrictions regarding the restricted Class A and Class B shares shall also terminate.

The Nomination Committee and the Board of Directors propose that the Meeting approves the principles of the Restricted Shares Agreements that are set out above, and the entry into and performance under the Restricted Shares Agreements by the Company on or around the date hereof.

Directors' fees (item 9)

The Nomination Committee proposes that the Meeting resolves that the fees for the members of the Board of Directors for the period until the end of the next AGM to be held in 2008 be a total of EUR 275,000, and with such amount to be split as follows: Mr William Walker, Chairman, fees in an amount of EUR 95,000; Mr James Beers, Chairman of the Audit Committee, fees in an amount of EUR 50,000; Mr Roel Louwhoff, fees in an amount of EUR 45,000; Ms Cristina Stenbeck, fees in an amount of EUR 42,500; and Ms Mia Brunell, fees in an amount of EUR 42,500.

The Nomination Committee further proposes that the Meeting approves that EUR 35,000 of the overall remuneration of the Chairman of the Board of Directors be paid in kind by the grant of restricted Class A and Class B shares under the terms and conditions of the Restricted Shares Agreements. The Nomination Committee further proposes that the Meeting approves that EUR 15,000 of the remuneration of the other members of the Board of Directors be paid in kind by the grant of restricted Class A and Class B shares under the terms and conditions of the Restricted Shares Agreements.

Approval of the procedure for the nomination of Board of Directors for the Annual General Meeting to be held in 2008 (item 10)

The Nomination Committee proposes that the Meeting approves the following procedure for preparing a proposal for the election of members of the Board of Directors, external auditor, their remuneration, as well as proposal on the Chairman for the AGM to be held in 2008. The work shall be executed by a Nomination Committee which will consist of at least 3 members (including Ms Cristina Stenbeck) representing major shareholders in the Company. The Committee will be formed in September 2007 in consultation with the largest shareholders in the Company, by number of voting shares held, at that time. The Nomination Committee will be elected for a term of one year. The majority of the members of the Committee may not be members of the Board of Directors of the Company nor be employed by the Company. If a member of the Committee resigns before the work is concluded, a replacement member is to be appointed in accordance with the foregoing criteria. Ms Cristina Stenbeck will be a member of the Committee and will also act as its convenor. The members of the Committee will appoint the Chairman at their first meeting from amongst themselves. The composition of the Committee will be communicated in the financial report for the third quarter of 2007.

The above proposals made by the Nomination Committee and the Board of Directors in respect of items 6, 7, 8, 9 and 10 are supported by shareholders representing more than 50 per cent of the votes in the company including among others Emesco AB, Investment AB Kinnevik, SEB Fonder, SEB Trygg Liv, Swedbank Robur Fonder and Catella Fonder and Catella Kapitalförvaltning.

Share repurchase plan (item 11)

The Board of Directors proposes that the Meeting authorises the Board of Directors, with the option to delegate, and the corporate bodies of the other companies in the Transcom group of companies referred to in article 49bis of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Law), to acquire and sell Class A and Class B shares in the Company, under the conditions set forth in the Law.

The purpose of the authorisation is so that the Board of Directors obtains increased freedom to act and obtains the ability to continuously adapt the Company's capital structure and thereby contribute to increased shareholder value as well as have the ability to finance future acquisitions.

To Board of Directors further proposes to the Meeting that the acquisitions, disposals, exchanges, contributions and transfers of Class A and Class B shares can be carried out by all means, on the Stockholm Stock Exchange or off the market, including by a public offer to buy back shares or by the use of derivatives or option strategies. The buy back can be carried out at any time, including during a tender offer period, subject to applicable mandatory regulations.

The Board of Directors proposes to the Meeting that the authorization will be valid for a period up to the AGM to be held in 2008.

The Board of Directors proposes to the Meeting that the maximum number of Class A and Class B shares that can be acquired is the maximum allowed by the Law in such a manner that the par value of the Class A and Class B shares held by the Company (or other companies in the Transcom group of companies referred to in article 49bis of the Law) cannot in any event exceed 10 per cent of its subscribed share capital.

The Board of Directors proposes to the Meeting that the purchase of the Class A and Class B shares may only occur at a price within the share price interval quoted on the Stockholm Stock Exchange, where share price interval means the difference between the highest buying price and lowest selling price during the given period and subject to the terms of this buy back plan.

Other information

No specific quorum is required for the valid deliberation or acknowledgement of the Meeting and the resolutions are taken by a simple majority of the Class A shares represented and voting at the Meeting. Class B shares have no voting rights.

Participation at the Meeting of shareholders is reserved for shareholders (other than holders of Swedish Depository Receipts) who file their intention to attend the Meeting by mail and/or return a duly completed proxy form to the following address: Transcom WorldWide S.A., c/o Modern Treuhand, 11, Boulevard Royal, B.P. 2599, L-1025 Luxembourg, Tel: + 352 - 27 751 350, Fax: + 352 - 27 751 312, so that it shall be received not later than Thursday, 24 May 2007, 5:00 p.m. Proxy forms for the Meeting are available at the same address.

Holders of Swedish Depository Receipts (SDRs) wishing to attend the Meeting or be represented at the Meeting via proxy must give notice to and request a proxy form from Glitnir AB, with mailing address: Box 16027, SE-103 21 Stockholm, Sweden, and visiting address: Hovslagargatan 5 Stockholm, Sweden, Tel: +46 - 8 463 85 00. Holders of SDRs wanting to be represented at the Meeting have to send the proxy duly completed to Glitnir AB at the same address, so that it shall be received not later than Thursday, 24 May 2007, 5.00 p.m. Those holders of SDRs having registered their SDRs in the name of a nominee must temporarily register the SDRs in their own name in the records maintained by VPC AB in order to exercise their shareholders' rights at the Meeting. Such registration must be completed not later than Tuesday, 22 May 2007, 5.00 p.m. Proxy forms for the Meeting can also be found on the Glitnir's website, www.glitnir.se.

Luxembourg, 11 May 2007.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2007046713/5499/141.

Aggior S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 48.765.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 8 juin 2007 à 9.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes,
- Délibération et décision sur la continuité éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007045140/755/21.

Fidimmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 47.189.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,

qui aura lieu le 29 mai 2007 à 11.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

40721

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2006, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2006.
4. Décision sur la continuation de l'activité de la société en relation avec l'article 100 sur la législation des sociétés.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007046712/1023/17.

Katoen Natie Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 3, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 110.988.

Messrs shareholders are hereby convened to attend the

STATUTORY GENERAL MEETING

which is going to be held extraordinarily at 5, boulevard de la Foire, Luxembourg, on *June 4, 2007* at 10.30 o'clock, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the annual accounts and of the reports of the board of directors and of the statutory auditor.
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2006.
3. Discharge to the directors and to the statutory auditor.
4. Elections.
5. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2007046719/534/17.

Linston Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 59.773.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,

qui aura lieu le *29 mai 2007* à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2006, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2006.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007046716/1023/16.

Fracasse, Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 3, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 110.531.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au 5, boulevard de la Foire, Luxembourg, le *4 juin 2007* à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006.

40722

3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007046717/534/16.

Ribeauvillé Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 97.549.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le *1^{er} juin 2007* à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007046722/534/15.

Maltesia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 116.030.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,

qui aura lieu le *29 mai 2007* à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2006, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2006.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007046718/1023/16.

Luxcorp Church Hill Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 96.086.

Messrs shareholders are hereby convened to attend the

STATUTORY GENERAL MEETING

which is going to be held at the address of the registered office, on *June 4, 2007* at 15.00 o'clock, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the annual accounts and of the reports of the board of directors and of the statutory auditor.
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2006.
3. Resolution to be taken according to article 100 of the law of August 10, 1915.
4. Discharge to the directors and to the statutory auditor.
5. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2007046720/534/17.

Dièdre, Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 3, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 95.133.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au 5, boulevard de la Foire, Luxembourg, le 4 juin 2007 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 mars 2007.
3. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007046724/534/16.

Fuchs Invest, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 93.660.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV FUCHS INVEST à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 30 mai 2007 à 11.00 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2006
3. Affectation des résultats
4. Quitus aux Administrateurs
5. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises
6. Nominations statutaires

Pour pouvoir assister à la présente Assemblée, les détenteurs d'actions au porteur doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès du siège ou d'une agence de la BANQUE DE LUXEMBOURG, société anonyme à Luxembourg.

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des Actionnaires présents ou représentés.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007046725/755/22.

The Private Equity Company SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 3, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 84.556.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 4 juin 2007 à 16.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 décembre 2006.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007046723/534/15.

Materials Technics Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 52.042.

Les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement au siège social de la société en date du 4 juin 2007 à 10.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et acceptation du rapport de gestion du Conseil d'Administration.
2. Présentation et acceptation du rapport du Commissaire aux Comptes.
3. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2006.
4. Décision conformément à l'article 100 de la loi modifiée sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 sur la dissolution éventuelle de la société.
5. Affectation du résultat.
6. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
7. Elections Statutaires.
8. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007046721/802/21.

Tigua S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 98.082.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 4 juin 2007 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006.
3. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007046726/534/16.

Chablis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 44.317.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 4 juin 2007 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006
3. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007046727/534/16.

Trafim S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 38.365.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 4 juin 2007 à 9.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007046728/534/15.

Cattleya Investments, Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 117.383.

Die Aktionäre werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Gesellschaft eingeladen, die am 1. Juni 2007 um 10.00 Uhr, in Luxemburg, am Gesellschaftssitz, mit folgender Tagesordnung stattfindet:

Tagesordnung:

1. Vorlage des Jahresabschlusses und der Berichte des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars.
2. Genehmigung des Jahresabschlusses sowie Ergebniszuzuweisung per 31. Dezember 2006.
3. Entlastung des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars.
4. Verschiedenes.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2007046730/534/16.

Turquoise Investment Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 93.503.

The Shareholders are hereby invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders which will be held at the registered office on May 29, 2007, at 10.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Reports of the Board of Directors and of the Authorised Independent Auditor.
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at 31 December 2006.
3. Discharge to the Directors.
4. Statutory appointments.
5. Miscellaneous.

The Shareholders are advised that no quorum is required for the items of the agenda and that the decisions will be taken at the simple majority of the votes expressed at the Meeting. Proxies are available at the registered office of the Sicav.

In order to attend this meeting, the bearer shareholders have to deposit their shares at least on 25 May 2007 with KREDIETBANK S.A. LUXEMBOURGEOISE, 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg.

The Board of Directors .

Référence de publication: 2007046729/755/21.

Mariva Holding, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 19.260.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme MARIVA HOLDING S.A. sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi, 29 mai 2007 à 14.30 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, boulevard du Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007046731/750/16.

Vestigia, Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 104.507.

Messrs shareholders are hereby convened to attend the

STATUTORY GENERAL MEETING

which is going to be held at the address of the registered office, on June 1st, 2007 at 10.00 o'clock, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the annual accounts and of the reports of the board of directors and of the statutory auditor.
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2006.
3. Discharge to the directors and to the statutory auditor.
4. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2007046732/534/16.

Prosper S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 50.488.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 29 mai 2007 à 10.30 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire,
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006,
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire,
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007045145/696/15.

Indigo Investments Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée holding.

Capital social: EUR 1.044.550,00.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 101.752.

—
Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique en date du 28 février 2007

Il résulte des Résolutions prises par l'Associé Unique en date du 28 février 2007 les points suivants:

- décision a été prise d'accepter la démission de Monsieur Alain Peigneux, avec adresse professionnelle au 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, de son poste de gérant unique de la société, et ce avec effet immédiat;
- décision a été prise d'accepter la nomination de Mademoiselle Marie-Catherine Brunner, avec adresse professionnelle au 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, au poste de gérant unique de la société et ce avec effet au 1^{er} mars 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour INDIGO INVESTMENTS LUXEMBOURG S.à.r.l

MERCURIA SERVICES

Mandataire

Signature

Référence de publication: 2007039988/1005/22.

Enregistré à Luxembourg, le 9 mars 2007, réf. LSO-CC02351. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070036154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2007.

Soparassur S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 40.436.

—
L'an deux mille sept, le quatorze février.

Par-devant Maître Emile Schlessler, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme SOPARASSUR S.A., avec siège social à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt, constituée sous la dénomination de ALOST KAMPA S.A., suivant acte reçu par le notaire Jean-Paul Hencks, de résidence à Luxembourg, en date du 18 mai 1992, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 463 du 14 octobre 1992, modifiée suivant acte reçu par le notaire Christine Doerner, de résidence à Bettembourg, en date du 15 décembre 1993, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 73 du 23 février 1994, modifiée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 17 décembre 1999, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 164 du 23 février 2000, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous la section B et le numéro 40.436.

L'assemblée est présidée par Monsieur Jean Faber, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt,

qui désigne comme secrétaire Madame Florence Feidt, employée privée, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Mademoiselle Stéphanie Brayer, employée privée, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

Le bureau ayant été constitué, le Président expose et l'assemblée constate:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence, signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Constatation de la conversion de la devise du capital social de trente millions de francs luxembourgeois (LUF 30.000.000,00) en sept cent quarante-trois mille six cent quatre-vingts euros et cinquante-sept cents (EUR 743.680,57).

2. Suppression de la valeur nominale des trente mille (30.000) actions existantes.

3. Augmentation du capital social de la société à concurrence d'un million deux cent cinquante-six mille trois cent dix-neuf euros et quarante-trois cents (EUR 1.256.319,43) pour le porter de son montant actuel de sept cent quarante-trois mille six cent quatre-vingts euros et cinquante-sept cents (EUR 743.680,57) à deux millions d'euros (EUR 2.000.000,00) par l'émission et la création de vingt-deux mille quatre cent quarante et une (22.441) actions nouvelles sans désignation de valeur nominale, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes, et libération par la conversion en capital d'une créance actionnaire à hauteur de cinq cent cinquante-six mille trois cent dix-neuf euros et quarante-trois cents (EUR 556.319,43), et par l'émission et la création de vingt-huit mille deux cent trente-sept (28.237) actions nouvelles sans désignation de valeur nominale, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes, par la libération d'un apport en numéraire de sept cent mille euros (EUR 700.000,00).

Souscription et libération des actions nouvelles.

4. Remplacement des quatre-vingt mille six cent soixante-dix-huit (80.678) actions existantes par quatre-vingt mille (80.000) actions nouvelles sans désignation de valeur nominale.

5. Nouvelle fixation de la valeur nominale à vingt-cinq euros (EUR 25,00) par action.

6. Modification de l'article 3 des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière, après délibération, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale constate que, par suite du basculement de la devise du capital social en euros, avec effet au 1^{er} janvier 2002, le capital social, jusque là de trente millions de francs luxembourgeois (LUF 30.000.000,00), est actuellement de sept cent quarante-trois mille six cent quatre-vingts euros et cinquante-sept cents (EUR 743.680,57).

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de supprimer la valeur nominale des trente mille (30.000) actions existantes.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social à concurrence d'un million deux cent cinquante-six mille trois cent dix-neuf euros et quarante-trois cents (EUR 1.256.319,43), pour le porter de son montant actuel de sept cent quarante-trois mille six cent quatre-vingts euros et cinquante-sept cents (EUR 743.680,57) à deux millions d'euros (EUR 2.000.000,00),

- par la création et l'émission de vingt-deux mille quatre cent quarante et une (22.441) actions nouvelles sans désignation de valeur nominale, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes, par conversion en capital d'une créance actionnaire d'un montant de cinq cent cinquante-six mille trois cent dix-neuf euros et quarante-trois cents (EUR 556.319,43), et

- par la création et l'émission de vingt-huit mille deux cent trente-sept (28.237) actions nouvelles sans désignation de valeur nominale, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes, par un apport en numéraire de sept cent mille euros (EUR 700.000,00).

L'assemblée décide d'admettre à la souscription de l'augmentation de capital ci-avant décidée l'actionnaire Monsieur Harout Khatchadourian, homme d'affaires, demeurant à Beyrouth (Liban), 243, Nahr Street.

Intervention - Souscription - Libération

Est ensuite intervenu l'actionnaire Monsieur Harout Khatchadourian, prénommé,

Lequel déclare souscrire les cinquante mille six cent soixante-dix-huit (50.678) actions nouvellement émises sans désignation de valeur nominale, et les libérer comme suit:

- vingt-huit mille deux cent trente-sept (28.237) actions par un apport en espèces d'un montant de sept cent mille euros (EUR 700.000,00).

Ces actions nouvelles ont été intégralement libérées par un versement en espèces, de sorte que la somme de sept cent mille euros (EUR 700.000,00) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentaire;

- vingt-deux mille quatre cent quarante et une (22.441) actions par incorporation au capital d'une créance certaine, liquide et exigible à concurrence d'un montant de cinq cent cinquante-six mille trois cent dix-neuf euros et quarante-trois cents (EUR 556.319,43),

La réalité de cet apport a été prouvé au notaire instrumentaire par la production d'un rapport de vérification dressé par un réviseur indépendant, à savoir LUX-AUDIT REVISION S.à r.l., société à responsabilité limitée, avec siège social à L-1471 Luxembourg, 257, route d'Esch, en date du 13 février 2007, et dont les conclusions sont les suivantes:

«Sur base de nos diligences, aucun fait n'est porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale des apports ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie.»

Ce rapport de vérification, paraphé ne varietur, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec celui-ci.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de remplacer les quatre-vingt mille six cent soixante-dix-huit (80.678) actions représentatives du capital social par quatre-vingt mille (80.000) actions nouvelles sans désignation de valeur nominale.

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide de fixer la valeur nominale des actions à vingt-cinq euros (EUR 25,00) par action.

Sixième résolution

Comme conséquence de ce qui précède, l'assemblée générale décide de modifier le premier alinéa de l'article trois des statuts, pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 3. (1^{er} alinéa).** Le capital social est fixé à deux millions d'euros (EUR 2.000.000,00), divisé en quatre-vingt mille (80.000) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,00) chacune, entièrement libérées.»

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à la somme de quinze mille deux cents euros (EUR 15.200,00).

Plus rien ne se trouvant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont signé le présent procès-verbal avec le notaire.

Signé: J. Faber, F. Feidt, S. Brayer, H. Khatchadourian, E. Schlessler.

Enregistré à Luxembourg, le 20 février 2007, vol. 32CS, fol. 8, case 3. — Reçu 12.563,19 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2007.

E. Schlessler.

Référence de publication: 2007039622/227/114.

(070036427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2007.

Financière Truck S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 5, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 122.128.

In the year two thousand and seven, on the fourteenth day of the month of February.

Before us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem (Grand Duchy of Luxembourg),

There appeared:

(1) CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (A) L.P., having its registered office at Walker House, Mary Street, PO Box 908 Georgetown, Grand Cayman, Cayman Islands, registered at the Registrar of Exempted Limited Partnerships, Cayman Islands under number WK-15604, represented by CVC EUROPEAN EQUITY IV (AB) LIMITED, a limited company governed by the laws of Jersey and having its registered office at 22 Grenville Street, PO Box 87, St Helier, Jersey JE4 8PX, Channel Islands, registered with the Jersey Financial Services Commission under number 89461,

here represented by Ms Bénédicte Moens-Colleaux, Senior Tax Manager, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given on 13 February 2007;

(2) CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (B) L.P., having its registered office at Walker House, Mary Street, PO Box 908 Georgetown, Grand Cayman, Cayman Islands, registered at the Registrar of Exempted Limited Partnerships, Cayman Islands under number WK-15898, represented by CVC EUROPEAN EQUITY IV (AB) LIMITED, a limited company governed by the laws of Jersey and having its registered office at 22 Grenville Street, PO Box 87, St Helier, Jersey JE4 8PX, Channel Islands, registered with the Jersey Financial Services Commission under number 89461,

here represented by Ms Bénédicte Moens-Colleaux, Senior Tax Manager, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given on 13 February 2007;

(3) CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (C) L.P., a limited partnership formed and organised under the laws of the Cayman Islands and having its registered office at Walker House Mary Street, P.O. Box 908, George Town, Grand Cayman, Cayman Islands, registered with the Registrar of Exempted Limited Partnerships, Cayman Islands, under number WK-15931, represented by CVC EUROPEAN EQUITY IV (CDE) LIMITED, a limited company governed by the laws of Jersey and having its registered office at 22 Grenville Street, PO Box 87, St Helier, Jersey JE4 8PX, Channel Islands, registered with the Jersey Financial Services Commission under number 90393,

Here represented by Ms Bénédicte Moens-Colleaux, Senior Tax Manager, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given on 13 February 2007;

(4) CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (D) L.P., a limited partnership formed and organised under the laws of the Cayman Islands and having its registered office at Walker House Mary Street, P.O. Box 908, George Town, Grand Cayman, Cayman Islands, registered with the Registrar of Exempted Limited Partnerships, Cayman Islands, under number WK-15934, represented by CVC EUROPEAN EQUITY IV (CDE) LIMITED, a limited company governed by the laws of Jersey and having its registered office at 22 Grenville Street, PO Box 87, St Helier, Jersey JE4 8PX, Channel Islands, registered with the Jersey Financial Services Commission under number 90393,

here represented by Ms Bénédicte Moens-Colleaux, Senior Tax Manager, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given on 13 February 2007;

(5) CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (E) L.P., a limited partnership formed and organised under the laws of the Cayman Islands and having its registered office at Walker House Mary Street, P.O. Box 908, George Town, Grand Cayman, Cayman Islands, registered with the Registrar of Exempted Limited Partnerships, Cayman Islands, under number WK-15933, represented by CVC EUROPEAN EQUITY IV (CDE) LIMITED, a limited company governed by the laws of Jersey and having its registered office at 22 Grenville Street, PO Box 87, St Helier, Jersey JE4 8PX, Channel Islands, registered with the Jersey Financial Services Commission under number 90393,

here represented by Ms Bénédicte Moens-Colleaux, Senior Tax Manager, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given on 13 February 2007;

(hereafter the «Shareholders»)

Said proxies, signed *ne varietur* by the representative of the appearing parties and by the undersigned notary will remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The Shareholders are all the shareholders of FINANCIERE TRUCK S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 5, place du Théâtre, L 2613 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of twenty thousand euro (EUR 20,000.-), incorporated on 8 November 2006 pursuant to a deed of M^e Jacques Delvaux, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), published in the Mémorial C-Recueil des Sociétés et Associations number 79 of 30 January 2007 and registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg, Section B, under number 122128. The articles of incorporation of the Company have never been amended since that date (the «Company»).

The appearing parties, having recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda:

1 To create two classes of shares, one of which will consist of ordinary shares and the other one will consist of preferred shares, having the rights and privileges attached thereto pursuant to the proposed restatement of the Company's articles of incorporation and to convert the eight hundred (800) existing shares of the Company with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) each into eight hundred (800) class A ordinary shares with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) each.

2 To increase the issued capital of the Company by an amount of seven hundred thirty thousand and twenty-five euro (EUR 730,025.-) so as to raise it from its present amount of twenty thousand euro (EUR 20,000.-) to seven hundred fifty thousand and twenty-five euro (EUR 750,025.-).

3 To issue twenty-nine thousand two hundred (29,200) new class A ordinary shares and one (1) new class B preferred share, each with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-), having the rights and privileges attached thereto as a result of the proposed restatement of the articles of incorporation of the Company.

4 To accept subscription for these new shares and to accept payment in full for such new shares together with an aggregate share premium by contributions in cash.

5 To fully restate the articles of incorporation of the Company without amending the corporate objects clause.

6 Miscellaneous.

have requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

The Shareholders resolved to create two classes of shares, one of which will consist of ordinary shares and the other one will consist of preferred shares, having the rights and privileges attached thereto as set out in the Company's restated articles of incorporation and to convert the eight hundred (800) existing shares of the Company with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) each into eight hundred (800) class A ordinary shares with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) each.

Second resolution

The Shareholders resolved to increase the issued capital of the Company by an amount of seven hundred thirty thousand and twenty-five euro (EUR 730,025.-) so as to raise it from its present amount of twenty thousand euro (EUR 20,000.-) to seven hundred fifty thousand and twenty-five euro (EUR 750,025.-).

Third resolution

The Shareholders resolved to issue twenty-nine thousand two hundred (29,200) new class A ordinary shares and one (1) new class B preferred share, each with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-), having the rights and privileges attached thereto as set out in the Company's restated articles of incorporation.

Fourth resolution - Subscription - Payment

Thereupon has appeared Ms Bénédicte Moens-Colleaux, prenamed, acting in her capacity as duly authorised attorney-in-fact of:

- (1) CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (A) L.P., prenamed, by virtue of the proxy mentioned herebefore;
 - (2) CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (B) L.P., prenamed, by virtue of the proxy mentioned herebefore;
 - (3) CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (C) L.P., prenamed, by virtue of the proxy mentioned herebefore;
 - (4) CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (D) L.P., prenamed, by virtue of the proxy mentioned herebefore; and
 - (5) CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (E) L.P., prenamed, by virtue of the proxy mentioned herebefore;
- (together the «Subscribers»).

The attorney-in-fact declared to subscribe in the name and on behalf of the Subscribers the new shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) per share and to fully pay the nominal value of said shares together with an aggregate share premium in cash, as follows:

Subscribers	Class A ordinary shares	Class B preferred shares	Share Capital (EUR)	Share Premium (EUR)	Amount paid (EUR)
CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (A) L.P.	5,914	-	147,850.-	-	147,850.-
CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (B) L.P.	5,613	-	140,325.-	-	140,325.-
CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (C) L.P.	9,062	-	226,550.-	-	226,550.-
CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (D) L.P.	7,651	-	191,275.-	-	191,275.-
CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (E) L.P.	960	-	24,000.-	-	24,000.-
The Subscribers, acting jointly	-	1	25.-	963,229.-	963,254.-
Total	29,200	1	730,025.-	963,229.-	1,693,254.-

The amount of one million six hundred ninety-three thousand two hundred fifty-four euro (EUR 1,693,254.-) is as from now at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary.

Thereupon, the Shareholders resolved to accept the said subscriptions and payments and to allot each such new shares to the Subscribers.

Fifth resolution

The Shareholders resolved that the articles of incorporation of the Company shall be entirely restated so as to read from now on as follows:

«Chapter I.- Form, Corporate name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Corporate name. There is hereby established among the founding shareholders and all those who may become owners of shares following its incorporation, a company (the «Company») in the form of a private limited company («société à responsabilité limitée») which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the «Laws») and by the present articles of association (the «Articles of Association»).

The Company is initially composed of several shareholders, whose number may never exceed forty (40) shareholders. The Company may however at any time be composed of a single shareholder as a result of the transfer of shares.

The Company will exist under the corporate name of FINANCIERE TRUCK S.à r.l.

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors.

In the event that, in the view of the Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors.

Art. 3. Object. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale,

exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships.

The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, without a public offer, which may be convertible and to the issuance of debentures.

In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company may further carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on movable property.

The Company is a corporate taxpayer subject to common tax law and does not fall in the scope of the holding company law of 31st July 1929.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

Chapter II.- Capital, Shares

Art. 5. Corporate Capital. The issued capital of the Company is set at seven hundred fifty thousand and twenty-five euro (EUR 750,025.-) divided into thirty thousand (30,000) class A ordinary shares and one (1) class B preferred share. Each issued share of any class of shares has a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) and is fully paid up.

The rights and obligations attached to the shares of each class of shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Association or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares.

6.1. Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares of any class of shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

6.2. The single shareholder may transfer freely its shares when the Company is composed of a single shareholder. Without prejudice to any more stringent provisions in these Articles of Association or any shareholders' agreement as may from time to time be entered into between the Company and its shareholders, the shares of any class of shares may be transferred freely amongst shareholders when the Company is composed of several shareholders. Subject to any more stringent provisions in these Articles of Association or any shareholders' agreement as may from time to time be entered into between the Company and its shareholders, the shares of any class of shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of the general meeting of shareholders representing at least three quarters (3/4) of the capital.

6.3. Subject always to article 6.2., each shareholder that holds less than two per cent (2%) of the voting rights in the Company (the «Minority Shareholder») grants to the other shareholders pursuant to the conditions set forth below a pre-emptive right with respect to any transfer of all or part of the shares of any class of shares, equity warrants and/or any other similar instruments, issued or to be issued by the Company, and which may lead, directly or indirectly, immediately or not, by conversion, exchange, reimbursement, presentation or exercise of warrants, or by any other means, to the attribution of shares or any other similar instruments granting a participation in the Company's share capital (the «Securities») it owns. In the event that the Minority Shareholder receives a bona fide offer to purchase or otherwise transfer all or certain of his Securities (the «Offered Securities») which it wishes to accept, the Minority Shareholder shall give notice in writing, by registered mail or delivery by hand against receipt (the «Sale Proposal Notice») to each shareholder and to the Company, together with a copy of such bona fide offer, and shall offer (the «Sale Proposal») to sell the Offered Securities to the other shareholders (collectively, the «Offerees», each an «Offeree») on the same terms and conditions as contained in the bona fide offer.

6.3.1. The Sale Proposal Notice shall indicate:

(i) the name and address (or registered office) of the proposed transferee making the bona fide offer; (ii) the identification of the person(s) controlling directly or indirectly such proposed transferee; (iii) the number of Securities for which the transfer is contemplated; (iv) the direct or indirect financial relations (or other) between the Minority Shareholder and the proposed transferee making the bona fide offer; (v) the offered price in euros by the proposed transferee making the bona fide offer in case of payment in cash or the estimated value in euros in other cases, for the Offered Securities; (vi) the other terms of the bona fide offer, including the description of all agreements that the proposed transferee or the Minority Shareholder or an affiliate of the proposed transferee or Minority Shareholder contemplates to enter into with a shareholder or an affiliate; (vii) a copy of the bona fide offer duly signed by the proposed transferee making such bona fide offer.

6.3.2. The Offered Securities shall be offered by the Minority Shareholder to the Offerees as follows:

(a) The Minority Shareholder shall offer to the Offerees, and such Offerees may elect (but shall not be obliged) to purchase all or any portion of the Offered Securities (subject to the provisions herein) by giving an acceptance notice

(the «Acceptance Notice») thereof to the Minority Shareholder and the Company within fifteen (15) days after the sending of the Sale Proposal Notice.

(b) All Offerees exercising such purchase rights shall, in the aggregate, be entitled to purchase up to the number of Offered Securities equal to the number of Offered Securities multiplied by a fraction, having (x) for a numerator, the number of Securities held by such Offeree, as the case may be and (y) for a denominator, the aggregate number of Securities held by all Offerees who have exercised their purchase rights (the «Purchasers», each a «Purchaser») (the resulting number of Securities to be rounded to the nearest whole number, provided that any resulting fraction which is equal to one-half shall be rounded down).

(c) The Company shall within seven (7) days after the expiration of the fifteen (15) days period mentioned in paragraph 6.3.2. (a) send a notice to all Purchasers specifying the number of Offered Securities that each Purchaser may purchase in accordance with the present article (the «Exercise Proposal Notice»). The Manager(s) or, as the case may, the Board of Managers may within the same period notify the Minority Shareholder that it disagrees with the price indicated in the bona fide offer, in which case the Company may refer to an independent expert pursuant to article 6.6., which will determine the fair market value of the Offered Securities.

(d) Within fifteen (15) days of the sending of the Exercise Proposal Notice by the Company each Purchaser shall notify the Minority Shareholder and the Company of the number of Offered Securities for which it accepts the Sale Proposal (the «Exercise Acceptance Notice»). The Exercise Acceptance Notice shall contain the unconditional and irrevocable obligation of the Purchaser to acquire such number of Offered Securities on the same terms and conditions as contained in the bona fide offer, subject to the price of the Offered Securities being determined by an independent expert pursuant to paragraph 6.3.2 (a).

(e) If following (i) receipt of all Exercise Acceptance Notices or (ii) application of the formula provided under (b), it results that one or more Offered Securities are not purchased by the Purchasers after exercise of their purchase rights, then only such remaining Offered Securities may, subject always to article 6.2, be offered for sale by the Minority Shareholder to the proposed transferee pursuant to the bona fide offer in accordance with the provisions as in paragraph 6.3.4.

6.3.3. In the event that certain or all of the Offerees validly accept to purchase all of the Offered Securities pursuant to article 6.3.2., the Minority Shareholder shall sell the Offered Securities to the Purchasers, and the Purchasers shall pay the purchase price for such Offered Securities in cash thirty (30) days after the date of giving of the Exercise Acceptance Notice or, as the case may be, the determination by the independent expert of the fair market value of the Offered Securities.

Unless otherwise agreed among the Minority Shareholder and the Purchasers, the closing for the purchase of the Offered Securities by the Purchasers shall take place at the principal office of the Company during normal business hours. At the time and place so specified, the Minority Shareholder shall deliver instruments of transfer sufficient to transfer the Offered Securities to the appropriate Purchasers against payment of the relevant purchase price.

6.3.4. In the event that (a) the Offerees shall fail to validly accept to acquire any or all of the Offered Securities pursuant to the Sale Proposal or (b) the Purchasers shall fail to timely purchase any or all of the Offered Securities within the period specified in article 6.3.3. (the date to occur of the event described in the foregoing subparagraph is the «Termination Date»), then the Minority Shareholder shall, subject always to article 6.2., have the right to accept, and to sell such Offered Securities pursuant to the bona fide offer, provided that in each such case:

(a) the transfer of the Offered Securities pursuant to the bona fide offer shall take place within thirty (30) days after the Termination Date;

(b) the consideration described in the bona fide offer is not changed in any respect and no other terms or provisions set forth in the bona fide offer are modified in any material respect (it being understood that any such changes or modifications to the terms of the bona fide offer would constitute a new offer which would be subject to the provisions of the present article); and

(c) written notice of such proposed transfer shall have been given by the Minority Shareholder to the Company and all other shareholders at least fifteen (15) days prior to the date of the proposed transfer.

For the purposes of the above, «bona fide offer» is defined as an irrevocable offer made in writing in good faith by a proposed transferee to acquire a specified number of shares and which indicates (a) the type, number and class of shares or securities to be purchased, (b) the price offered per share or security, (c) the terms and conditions of the offer, including any representations, warranties and indemnities to be delivered therewith, (d) the name and address of the offeror and of each person who controls it and (e) the financing means of the offeror in respect of the envisaged purchase, provided that such offer may not be subject to any conditions the satisfaction or fulfilment of which is within the control of such proposed transferee.

6.4. Subject always to article 6.2., other than pursuant to article 6.5., no sale or transfer for value of the legal or beneficial interest in shares of any class of shares which would result, if made and registered, in one or more shareholders transferring fifty per cent (50%) or more of the shares issued by the Company to a single third party (or to persons acting in concert with it), whether in one transaction or a series of related transactions, shall be made or registered unless, before the transfer is lodged for registration, the transferor shall have first procured the making by the proposed transferee of a Come Along Offer (as defined at below) to all of the other shareholders of the Company. Every shareholder or recipient of such offer, on receipt of a Come Along Offer, shall be bound within fifteen (15) days of the date of such

offer (which date shall be specified therein) either to accept or reject such offer in writing (and in default of so doing shall be deemed to have rejected the offer). Until such Come Along Offer has been made and any sale of shares pursuant thereto completed and the relevant time limits for acceptance of the Come Along Offer have expired the Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors of the Company shall not sanction the making and registration of the relevant transfer or transfers.

For the purpose of this article, a «Come Along Offer» means an unconditional offer by any proposed transferee under article 6.4., open for acceptance for not less than twenty (20) days, to purchase shares of any class of shares held by the recipients of a Come Along Offer at a price (which may, for the avoidance of doubt, include forms of non-cash consideration) per share equal to the price per share of the same class of shares to be paid to the shareholder proposing to transfer his shares under article 6.4., provided that should the offer be initially made in respect of a determined class of shares, the price per share of any other class of shares shall be freely determined between the recipient of the Come Along Offer and the proposed transferee sending the Come Along Offer, which shall by no means be lower than the fair market value of such share.

6.5. Subject always to article 6.2., other than pursuant to article 6.4., if at any time any of one or more shareholders propose to transfer more than fifty per cent (50%) of the shares issued by the Company (the «Offer») to any person (together with persons acting in concert with them) other than an affiliate of an existing shareholder (the «Transferee»), then the selling shareholders shall also have the option to require all of the other shareholders of the Company to transfer all their shares of any class of shares to the Transferee, or as the Transferee directs, by giving notice (the «Drag Along Notice») to that effect to all other shareholders (the «Called Shareholders») specifying that the Called Shareholders are, or will, in accordance with this article 6.5., be required to transfer all their shares of any class of shares pursuant to this article 6.5. free from all liens, charges and encumbrances and the price (the «Proposed Price») at which such shares are proposed to be transferred, provided that should the offer be initially made in respect of a determined class of shares, the price per share of any other class of shares shall be freely determined between the recipient of the Offer and the Transferee, which shall by no means be lower than the fair market value of such share.

For the purposes of calculating the Proposed Price, account shall be taken of all consideration (including, for the avoidance of doubt, forms of non-cash contributions) offered to the selling shareholders for their shares which, having regard to the substance of the transaction as a whole, can reasonably be regarded as an addition to the price paid or payable for shares.

6.6. In the event of disagreement over the determination of the purchase price for or fair market of shares or other securities in the Company under this article 6 or the calculation of the value of any cash or any non-cash consideration that makes up part or the whole of such price, the determination or calculation shall be referred to an independent expert (acting as expert and not as arbitrator) nominated by the parties concerned (or in the event of disagreement as to nomination appointed by the President of the District Court, Commercial Section (Tribunal d'Arrondissement siègeant en matière commerciale) of Luxembourg at the request of any such party) whose decision shall (in the absence of fraud or manifest error) be conclusive and binding on the Company and upon all its shareholders. The costs of the umpire shall be borne by the Company.

6.7. The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company in accordance with the rules on the transfer of claims laid down in article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.8. Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Association and the resolutions adopted by the single shareholder or the general meeting of shareholders.

6.9. Each share of any class of shares entitles to one vote, subject to the limitations imposed by the Laws.

Art. 7. Increase and reduction of capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders adopted in compliance with the quorum and majority rules set by these Articles of Association or, as the case may be, by the Laws for any amendment of these Articles of Association.

The Company may acquire its own shares in view of and subject to their immediate cancellation.

Art. 8. Incapacity, Bankruptcy or Insolvency of a shareholder. The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the single shareholder or any of the shareholders does not put the Company into liquidation.

Chapter III.- Directors, Statutory auditor

Art. 9. Management.

9.1 The Company shall be managed by one or two directors, acting jointly, who need not be shareholders (the «Director(s)») or by a board of Directors, composed of not less than three members, who need not be shareholders (the «Board of Directors»).

9.2 The Director(s) or, as the case may be, the members of the Board of Directors, will be elected by the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, who will determine their number and the term of their office, according to the following rules:

9.2.1 In case of plurality of shareholders and if and as long as CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (A) L.P. is a shareholder of the Company, it shall have the right to present a list of at least two nominees; the general shareholders' meeting shall appoint one director from this list;

9.2.2 In the absence of nominations pursuant to the provisions of Article 9.2.1 above, the general shareholders' meeting shall be free to appoint the relevant director(s) in accordance with the general principles as determined by the Law and the Articles.

9.2.3 In case of plurality of directors, the general shareholders' meeting shall appoint the remaining directors in accordance with the general principles as determined by the Law and the Articles.

9.3 A director may be revoked ad nutum with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

9.4. In the event a director is removed or replaced or in the event a director resigns, dies, retires or in the event of any other vacancy, his/her replacement shall be appointed by the general shareholders' meeting, in compliance with the provisions of Articles 9.2.1 to 9.2.3 above, so that if and as long as CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (A) L.P. is a shareholder of the Company it shall be represented on the board of directors.

9.5 The sole director and each of the members of the board of directors shall not be compensated for his/their services as director, unless otherwise resolved by the general meeting of shareholders. The Company shall reimburse any director for reasonable expenses incurred in the carrying out of his office, including reasonable travel and living expenses incurred for attending meetings on the board, in case of plurality of directors.

The shareholders shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

Art. 10. Board of Directors. The Board of Directors (if any) will appoint from among its members a chairman (the «Chairman»). It may also appoint a secretary, who need not be a member of the Board of Directors, who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors (the «Secretary»).

The Board of Directors will meet upon call by the Chairman. A meeting of the Board of Directors must be convened if any two of its members so require.

The Chairman will preside at all meetings of the Board of Directors, except that in his absence the Board of Directors may appoint another member of the Board of Directors as chairman pro tempore by vote of the majority present at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least one week's notice of Board of Directors meetings shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by the consent in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, of each member of the Board of Directors. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Every Board of Directors meeting shall be held in Luxembourg or such other place as the Board of Directors may from time to time determine. Any member of the Board of Directors may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing another member of the Board of Directors as his proxy.

A quorum of the Board of Directors shall be the presence or the representation of a majority of the members of the Board of Directors holding office. Decisions will be taken by a majority of the votes of the members of the Board of Directors present or represented at such meeting.

One or more members of the Board of Directors may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting.

In case of urgency, a written decision, signed by all the members of the Board of Directors, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Directors which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several members of the Board of Directors.

Art. 11. Powers of the Management. The Director(s) or as the case may be, the Board of Directors, is(are) vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by the Articles of Association or by the Laws to the single shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders are in the competence of the Director(s) or as the case may be, the Board of Directors.

Art. 12. Management Fees and Expenses. The Director(s) or as the case may be, the shareholders of the Board of Directors, may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and shall

in addition be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the Director(s) in relation with such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 13. Directors' Liability. No Director or, as the case may be, no member of the Board of Directors commits itself, by reason of its functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company. Any such Director or member of the Board of Directors is only liable for the performance of its duties.

Art. 14. Delegation of Powers - Representation of the Company. The Director(s) or as the case may be, the Board of Directors may delegate special powers or proxies or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees of its choice.

The Company will be bound towards third parties by the single signature of any Director (in case there are less than three) or by the joint signature of any two members of the Board of Directors.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or single signature of any persons to whom special signatory power has been delegated by the Director(s) or as the case may be, the Board of Directors, within the limits of such special power.

Art. 15. Conflicts of interest-Indemnity. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that a member of the Board of Directors, the Director(s), officers or employees of the Company have a personal interest in, or is a shareholder, director, manager, officer or employee of such other company or firm. Any person related as afore described to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason solely of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering, voting or otherwise acting upon any matters with respect to such contract or business.

Notwithstanding the above, in the event that any member of the Board of Directors or any Director (in case there are two) has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such member of the Board of Directors or such Director shall make known such personal interest to the Board of Directors or the other Director and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such interest of the member of the Board of Directors or of any Director therein shall be reported to the next general meeting of shareholders.

The Company shall indemnify the members of the Board of Directors, the Director(s), officers or employees of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages to be paid and expenses reasonably incurred by them in connection with any action, suit or proceeding to which they may be made a party by reason of them being or having been members of the Board of Directors, Directors, officers or employees of the Company, or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which they are not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which they shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the present Articles of Association may be entitled.

Art. 16. Records of Director Resolutions. The resolutions of the Director(s) (if any) shall be recorded in writing. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by any one Director.

The minutes of any meeting of the Board of Directors will be signed by the chairman of the meeting. Any proxies will remain attached thereto. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman and by the Secretary (if any) or by any two members of the Board of Directors.

Art. 17. Statutory Auditors. The business of the Company and its financial situation, including more in particular its books and accounts, may be, and shall be in the cases provided by law, be reviewed by one or more statutory auditors, who need not be members.

The statutory auditor(s) will be elected by the single member or, as the case may be, by the general meeting of members, who will determine their number, for a period not exceeding six years, and they will hold office until their successors are elected. They are re-eligible and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution adopted by the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders.

Chapter IV.- General meeting of shareholders

Art. 18. Powers of the Meeting of Shareholders. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

The general meeting of shareholders shall have such powers as are vested with the general meeting of shareholders pursuant to these Articles of Association and the Laws.

If the Company is composed of one single shareholder, the latter exercises the powers granted by law to the general meeting of shareholders. Articles 194 to 196 and 199 of the law of August 10th, 1915, are not applicable to that situation.

Art. 19. Annual General Meeting. The annual general meeting of shareholders, to be held only if the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting, on the thirteenth day of June at three (3.00) p.m.

If such day is a public holiday, a Saturday or a Sunday, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 20. Other General Meetings. If the Company is composed of no more than twenty five (25) shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors to the shareholders in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. In this latter case, the shareholders are under the obligation to, within a delay of fifteen (15) days as from the receipt of the text of the proposed resolution, cast their written vote and send it to the Company by any means of communication allowing for the transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the general meeting of shareholders shall mutatis mutandis apply to the adoption of written resolutions.

Unless there is only one single shareholder, the shareholders may meet in a general meeting of shareholders upon issuance of a convening notice in compliance with these Articles of Association or the Laws, by the Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors, subsidiarily, by the statutory auditor (if any) or, more subsidiarily, by shareholders representing half the corporate capital. The convening notice sent to the shareholders will specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for an extraordinary general meeting shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Association and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company. If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

The Articles may be amended from time to time, and in case of plurality of shareholders, by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg. Furthermore if and as long as CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (A) L.P. is a shareholder of the Corporation, the provisions of Articles 9.2 to 9.4 may be amended only with the consent of CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (A) L.P.

Shareholders' meetings, including the annual general meeting of shareholders (if any), may be held abroad if, in the judgement of the Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors, which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 21. Attendance - Representation at a Meeting of Shareholders. All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, to be transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself. The Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors, may determine the form of proxy and may request that the proxies be deposited at the place indicated by the Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors at least five (5) days prior to the date set for the meeting. Any legal entity, being a shareholder, may execute a form of proxy under the hand of a duly authorised officer, or may authorise such person as it thinks fit to act as its representative at any general meeting of shareholders, subject to the production of such evidence of authority as the Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors, may require. The Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors may determine any other conditions that must be fulfilled in order to take part in a general meeting of shareholders.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned. The co-proprietors, the usufructuaries and bare-owners of shares, the creditors and debtors of pledged shares must appoint one sole person to represent them at any general meeting of shareholders.

Art. 22. Proceedings at a Meeting of Shareholders. Any general meeting of shareholders shall be presided by the Chairman or by a person designated by the Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors or by the general meeting of shareholders.

The chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one scrutineer.

The chairman, the secretary and the scrutineer thus appointed together form the board of the general meeting.

Art. 23. Vote at a Meeting of Shareholders. An attendance list indicating the name of the shareholders and the number of shares for which they vote is signed by each one of them or by their proxy prior to the opening of the proceedings of the general meeting of shareholders.

The general meeting of shareholders may deliberate and vote only on the items comprised in the agenda.

Voting takes place by a show of hands or by a roll call, unless the general meeting of shareholders resolves to adopt another voting procedure.

At any general meeting of shareholders other than an extraordinary general meeting convened for the purpose of amending the Company's Articles of Association or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Association, resolutions shall be adopted by a majority of shareholders present or represented, representing at least half of the issued capital.

At any extraordinary general meeting of shareholders, convened in accordance with these Articles of Association or the Laws, for the purpose of amending the Company's Articles of Association or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Association, resolutions are validly adopted only by a majority of shareholders representing at least three quarters of the issued capital.

Art. 24. Minutes of shareholder(s)' resolutions. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary of the meeting and the scrutineer of the meeting and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

The resolutions adopted by the single shareholder shall be documented in writing and signed by the single shareholder.

Copies or extracts of the resolutions adopted by the single shareholder, of the minutes of the general meeting of shareholders as well as the written shareholders resolutions to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman or any Director.

Chapter V.- Financial year, Distribution of earnings

Art. 25. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January in each year and ends on the thirty-first day of December in the same year.

Art. 26. Adoption of financial statements. At the end of each financial year, the accounts are closed, the Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors draw(s) up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws and Luxembourg accounting practice.

The annual accounts are submitted to the single shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders, who shall consider and, if thought fit, adopt these annual accounts.

Prior to such approval, each shareholder or its attorney-in-fact may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than twenty-five (25) shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen (15) days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

Art. 27. Appropriation of Profits. From the annual net profits determined in accordance with the requirements of Luxembourg law and accounting practice (the «Net Profits»), five per cent (5%) shall be deducted and allocated to the reserve required by law (the «Legal Reserve»). That allocation to the Legal Reserve will cease to be mandatory when the amount of the Legal Reserve reaches ten per cent (10%) of the issued share capital of the Company.

After the allocation to the Legal Reserve, the general meeting of shareholders or the sole shareholder, as the case may be, shall determine how the remainder of all or part of the Net Profits as well as any carried forward profits, distributable reserves or share premium (the «Distributable Funds») shall be distributed, to the shareholders always in compliance with the following.

The allocation of the Distributable Funds shall be made in the following order of priority:

(i) First, each class B preferred shares will entitle to an annual cumulative preferred dividend in an amount equal to three point sixty-seven per cent (3.67%) of the sum of (x) the nominal value of the class B preferred share and (y) any share premium paid in in respect of such class B preferred share (the «Preferred Interest»), which shall not immediately be distributed to the holders of class B preferred shares, but shall be allocated to a special reserve (the «Class B Reserve»).

In case the Distributable Funds in a given financial year are not sufficient to allow the allocation of all or part of the Preferred Interest to the Class B Reserve, such Preferred Interest or part thereof shall be allocated to the Class B Reserve together with and in addition to the Preferred Interest of the following year.

(ii) Second, the Shareholders shall allocate to the Class B Reserve an amount of the Distributable Funds equal to zero point sixty-seven per cent (0.67%) of the Company's Gross Profit for the relevant financial year, if and when the Company has during such financial year redeemed all or part of any convertible debt instruments that the Company may issue from time to time (the «Convertible Debt Instruments»).

For the purpose of this article, «Gross Profit» means the Net Profits of the Company taking into account payment of or provision for any amount due to all creditors of the Company other than holders of Convertible Debt Instruments during the relevant financial year, plus any amount paid on any Convertible Debt Instrument during the relevant financial year.

(iii) Third, any remaining balance of the Distributable Funds shall be distributed to the holders of class A ordinary shares.

The Class B Reserve is not available and may not be distributed except upon liquidation of the Company as set out hereafter.

Subject to the conditions laid down by Luxembourg law, the Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors may proceed with a distribution out of Distributable Funds in the form of interim dividends to the shareholders and fix the amount and the date of payment of any such distribution, provided they comply with the provisions of this article.

Chapter VI.- Dissolution, Liquidation

Art. 28. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved prior to the term provided in article 4 of the present Articles of Association, by a resolution of the single shareholder, or, as the case may be, by the general meeting of

shareholders adopted in compliance with the quorum and majority rules set by these Articles of Association or, as the case may be, by the Laws for any amendment of these Articles of Association.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors or such other person (who may be physical persons or legal entities) appointed by the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, who will determine their powers and their compensation.

After payment of all debts of and any charges against the Company and of the expenses of the liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholders in conformity with, and so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as, the distribution rules set out above for the appropriation of Distributable Funds, and the Class B Reserve shall be distributed exclusively to the holders of class B preferred shares in proportion to the number of class B preferred shares held by each of them in priority to any payment made to the other shareholders.

Chapter VII.- Applicable law

Art. 29. Applicable Law. All matters not governed by the Articles of Association shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.»

Costs and expenses

The costs, expenses, remunerations or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed at twenty thousand euro.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le quatorze février.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire, de résidence à Sanem (Grand Duché de Luxembourg),

Ont comparu:

(1) CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (A) L.P., avec siège social à Walker House, Mary Street, PO Box 908 Georgetown, Grand Cayman, Iles Cayman, inscrite auprès du Registre des Exempted Limited Partnerships, Iles Caymans sous le numéro WK-15604, représentée par CVC EUROPEAN EQUITY IV (AB) LIMITED, une société régie par les lois de Jersey et ayant son siège social à 22 Grenville Street, PO Box 87, St Helier, Jersey JE4 8PX, Iles de la Manche, inscrite auprès du Jersey Financial Services Commission sous le numéro 89461,

représentée au fins des présentes par Mme Bénédicte Moens-Colleaux, directeur fiscal, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 13 février 2007;

(2) CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (B) L.P., avec siège social à Walker House, Mary Street, PO Box 908 Georgetown, Grand Cayman, Iles Cayman, inscrite auprès du Registre des Exempted Limited Partnerships, Iles Caymans sous le numéro WK-15898, représentée par CVC EUROPEAN EQUITY IV (AB) LIMITED, une société régie par les lois de Jersey et ayant son siège social à 22 Grenville Street, PO Box 87, St Helier, Jersey JE4 8PX, Iles de la Manche, inscrite auprès du Jersey Financial Services Commission sous le numéro 89461,

représentée au fins des présentes par Mme Bénédicte Moens-Colleaux, directeur fiscal, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 13 février 2007;

(3) CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (C) L.P., avec siège social à Walker House, Mary Street, PO Box 908 Georgetown, Grand Cayman, Iles Cayman, inscrite auprès du Registre des Exempted Limited Partnerships, Iles Caymans sous le numéro WK-15931, représentée par CVC EUROPEAN EQUITY IV (CDE) LIMITED, une société régie par les lois de Jersey et ayant son siège social à 22 Grenville Street, PO Box 87, St Helier, Jersey JE4 8PX, Iles de la Manche, inscrite auprès du Jersey Financial Services Commission sous le numéro 90393,

représentée au fins des présentes par Mme Bénédicte Moens-Colleaux, directeur fiscal, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 13 février 2007;

(4) CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (D) L.P., avec siège social à Walker House, Mary Street, PO Box 908 Georgetown, Grand Cayman, Iles Cayman, inscrite auprès du Registre des Exempted Limited Partnerships, Iles Caymans sous le numéro WK-15934, représentée par CVC EUROPEAN EQUITY IV (CDE) LIMITED, une société régie par les lois de Jersey et ayant son siège social à 22 Grenville Street, PO Box 87, St Helier, Jersey JE4 8PX, Iles de la Manche, inscrite auprès du Jersey Financial Services Commission sous le numéro 90393,

représentée au fins des présentes par Mme Bénédicte Moens-Colleaux, directeur fiscal, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 13 février 2007;

(5) CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (E) L.P., avec siège social à Walker House, Mary Street, PO Box 908 Georgetown, Grand Cayman, Iles Cayman, inscrite auprès du Registre des Exempted Limited Partnerships, Iles Caymans sous le numéro WK-15933, représentée par CVC EUROPEAN EQUITY IV (CDE) LIMITED, une société régie par les lois de Jersey et ayant son siège social à 22 Grenville Street, PO Box 87, St Helier, Jersey JE4 8PX, Iles de la Manche, inscrite auprès du Jersey Financial Services Commission sous le numéro 90393,

représentée au fins des présentes par Mme Bénédicte Moens-Colleaux, directeur fiscal, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 13 février 2007;

(collectivement les «Associés»).

Lesdites procurations, signées ne varietur par le représentant des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

Les Associés sont les associés de la société FINANCIERE TRUCK S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège 5, place du Théâtre, L 2613 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de vingt mille euros (EUR 20.000,-), constituée le 8 novembre 2006 suivant acte de M^e Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), publié au Mémorial C-Recueil des Sociétés et Associations numéro 79 du 30 janvier 2007 et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, Section B, sous le numéro 122128. Les statuts de la Société n'ont jamais été modifiés depuis cette date (la «Société»).

Les parties comparantes, reconnaissant avoir été entièrement informées des résolutions à prendre sur la base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Création de deux catégories de parts sociales, la première étant constituée de parts sociales ordinaires et la seconde étant constituée de parts sociales privilégiées, ayant les droits et privilèges leur attribués conformément à la proposition de refonte des statuts de la Société et conversion des huit cents (800) parts sociales existantes de la Société d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune en huit cents (800) parts sociales ordinaires de catégorie A d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

2. Augmentation du capital social de la Société à concurrence de sept cent trente mille vingt-cinq euros (EUR 730.025,-) pour le porter de son montant actuel de vingt mille euros (EUR 20.000,-) à sept cent cinquante mille vingt-cinq euros (EUR 750.025,-).

3. Émission de vingt-neuf mille deux cents (29.200) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie A et une (1) part sociale privilégiée de catégorie B, chacune d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) ayant les droits et privilèges qui y sont attachés en conséquence de la proposition de refonte des statuts de la Société.

4. Acceptation de la souscription de ces parts sociales nouvelles et acceptation de la libération intégrale de ces parts sociales nouvelles ainsi que du paiement d'une prime d'émission globale par des apports en numéraire.

5. Refonte intégrale des statuts de la Société sans modifier l'objet social de la Société.

6. Divers.

ont requis le notaire instrumentant de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés ont décidé de créer deux catégories de parts sociales, la première étant constituée de parts sociales ordinaires et la seconde étant constituée de parts sociales privilégiées, ayant les droits et privilèges leur attribués conformément aux statuts de la Société tels que refondus et de convertir les huit cents (800) parts sociales existantes de la Société d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune en huit cents (800) parts sociales ordinaires de catégorie A d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

Deuxième résolution

Les Associés ont décidé d'augmenter le capital social à concurrence de sept cent trente mille vingt-cinq euros (EUR 730.025,-) pour le porter de son montant actuel de vingt mille euros (EUR 20.000,-) à sept cent cinquante mille vingt-cinq euros (EUR 750.025,-).

Troisième résolution

Les Associés ont décidé d'émettre vingt-neuf mille deux cents (29.200) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie A et une (1) part sociale privilégiée de catégorie B, chacune d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) ayant les droits et privilèges qui y sont attachés conformément aux statuts de la Société tels que refondus.

Quatrième résolution - Souscription - Libération

Est ensuite intervenue Mme Bénédicte Moens-Colleaux, précité, agissant en sa qualité de mandataire dûment autorisé de:

- (1) CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (A) L.P., prénommée, en vertu d'une procuration susmentionnée;
- (2) CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (B) L.P., prénommée, en vertu d'une procuration susmentionnée;
- (3) CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (C) L.P., prénommée, en vertu d'une procuration susmentionnée;
- (4) CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (D) L.P., prénommée, en vertu d'une procuration susmentionnée;

(5) CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (E) L.P., prénommée, en vertu d'une procuration susmentionnée; (collectivement les «Souscripteurs»).

Le mandataire a déclaré souscrire au nom et pour le compte des Souscripteurs aux nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune ainsi que libérer la valeur nominale de ces parts sociales et payer une prime d'émission globale selon le tableau suivant:

Souscripteurs	Parts sociales ordinaires de catégorie A	Parts sociales privilégiées de catégorie B	Capital (EUR)	Prime d'émission (EUR)	Montant payé (EUR)
CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (A) L.P.	5.914	-	147.850,-	-	147.850,-
CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (B) L.P.	5.613	-	140.325,-	-	140.325,-
CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (C) L.P.	9.062	-	226.550,-	-	226.550,-
CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (D) L.P.	7.651	-	191.275,-	-	191.275,-
CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (E) L.P.	960	-	24.000,-	-	24.000,-
Les Souscripteurs, agissant conjointement	-	1	25,-	963.229,-	963.254,-
Total	29.200	1	730.025,-	963.229,-	1.693.254,-

La somme d'un million six cent quatre-vingt-treize mille deux cent cinquante-quatre euros (EUR 1.693.254,-) est désormais à la disposition de la Société, la preuve en ayant été apportée au notaire instrumentant.

Ensuite, les Associés ont décidé d'accepter lesdites souscriptions et libérations et d'attribuer ces nouvelles parts sociales aux Souscripteurs.

Cinquième résolution

Les Associés ont décidé qu'en conséquence des résolutions prises ci-dessus, les statuts de la Société seront dorénavant rédigés comme suit:

«Chapitre I^{er}. Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. Il est formé par les associés fondateurs et tous ceux pouvant devenir propriétaires de parts sociales après sa constitution, une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg (la «Loi») et par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société comporte initialement plusieurs associés dont le nombre ne peut toutefois dépasser la limite de quarante (40) associés. La Société peut cependant, à tout moment, comporter un associé unique par suite de cessions de parts sociales.

La Société adopte la dénomination FINANCIERE TRUCK S.à r.l.

Art. 2. Siège Social. Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré dans tout autre endroit de la Ville de Luxembourg par décision du ou des Gérant(s) ou, selon le cas, du Conseil de Gérance.

Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger par une décision du ou des Gérant(s) ou, selon le cas, du Conseil de Gérance.

Si le ou les Gérant(s) ou, selon le cas, le Conseil de Gérance estime(nt) que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social compromettent l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements sont imminents, le siège social pourra être transféré temporairement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera régie par la Loi. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par le ou les Gérant(s) ou, selon le cas, le Conseil de Gérance.

Art. 3. Objet. L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres de quelque forme que ce soit, et la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut en outre prendre des participations dans des sociétés de personnes.

La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations qui pourront être convertibles (à condition que celle-ci ne soit pas publique) et à l'émission de reconnaissances de dettes.

D'une façon générale, elle peut accorder une assistance aux sociétés affiliées, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et accomplir toute opération qui pourrait être utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers.

La Société est assujettie à l'imposition de droit commun et n'entre donc pas dans la sphère de la loi sur les sociétés holding du 31 juillet 1929.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Chapitre II. Capital, Parts sociales

Art. 5. Capital Social. Le capital émis de la Société est fixé à sept cent cinquante mille vingt cinq euros (EUR 750.025,-) représenté par trente mille (30.000) parts sociales ordinaires de catégorie A et une (1) part sociale privilégiée de catégorie B. Chaque part sociale ordinaire a une valeur nominale de vingt-cinq (EUR 25,-) et est entièrement libérée.

Les droits et obligations inhérents aux parts sociales de chaque catégorie de parts sociales sont identiques sauf stipulation contraire des Statuts ou de la Loi.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales en plus de la valeur nominale. L'avoir de ce compte de prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix de rachat de parts sociales que la Société a rachetées à ses associés, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour distribuer des dividendes aux associés, ou pour affecter ces fonds à la réserve légale.

Art. 6. Parts Sociales.

6.1. Vis-à-vis de la Société, chaque part sociale est indivisible.

Les copropriétaires de parts sociales de toute catégorie de parts sociales doivent être représentés auprès de la Société par un mandataire commun, qu'il s'agisse ou non de l'un d'entre eux.

6.2. Lorsque les cessions ou transmissions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres, la Société a un associé unique. Sans préjudice des dispositions plus rigoureuses des présents Statuts ou de tout pacte d'associés conclu de temps à autres entre la Société et ses associés, les parts sociales de quelque catégorie que ce soit, sont librement cessibles entre associés, lorsque la Société a plusieurs associés. Nonobstant toutes dispositions plus rigoureuses des présents Statuts ou tout pacte d'associés conclu de temps à autres entre la Société et ses associés, les parts sociales de quelque catégorie que ce soit ne peuvent être cédées à des non-associés que moyennant l'agrément de l'assemblée générale des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

6.3. Sous réserve de l'article 6.2., tout associé qui détient moins de deux pourcent (2%) des droits de vote dans la Société (l'«Associé Minoritaire») reconnaît en faveur des autres associés conformément aux dispositions prévues ci-après un droit de préemption eu égard à la cession de tout ou partie des parts sociales de quelque catégorie que ce soit, bons de souscription de parts sociales ou toute autre valeur mobilière émise ou à émettre par la Société, et donnant droit ou pouvant mener, directement ou indirectement, immédiatement ou à terme, par conversion, échange, remboursement, présentation ou exercice de bons ou par tout autre moyen, à l'attribution de parts sociales ou d'autres valeurs mobilières octroyant une participation dans le capital social de la Société (les «Titres»). Au cas où l'Associé Minoritaire recevrait une offre sincère et honnête relative à l'achat ou autrement à la cession de tout ou partie de ses Titres (les «Titres Proposés») qu'il souhaite accepter, l'Associé Minoritaire devra envoyer un avis par lettre recommandée, ou remis en main propre contre récépissé (l'«Avis de Proposition de Vente») à chaque associé et à la Société, ainsi qu'une copie de ladite offre sincère et honnête, et devra proposer (la «Proposition de Vente») de vendre les Titres Proposés aux autres associés (collectivement les «Destinataires de l'Offre», individuellement un «Destinataire de l'Offre») suivant les mêmes modalités et conditions que celles contenues dans l'offre sincère et honnête.

6.3.1. L'Avis de Proposition de Vente devra comporter:

(i) le nom et l'adresse (ou le siège social) du cessionnaire proposé qui a fait l'offre sincère et honnête; (ii) l'identité de la (des) personne(s) qui contrôlent directement ou indirectement le cessionnaire proposé; (iii) le nombre de Titres pour lesquelles le transfert est envisagé; (iv) les relations financières directes ou indirectes (ou autre) entre l'Associé Minoritaire et le cessionnaire proposé faisant l'offre sincère et honnête; (v) le prix proposé en euros par le cessionnaire qui a fait l'offre sincère et honnête en cas de paiement comptant ou la valeur estimée en euros dans les autres cas, pour les Titres Proposés; (vi) les autres termes de l'offre sincère et honnête, y compris la description de tous les accords que le cessionnaire proposé ou l'Associé Minoritaire ou une filiale du cessionnaire proposé ou de l'Associé Minoritaire envisagent de conclure; (vii) une copie de l'offre sincère et honnête dûment signée par le cessionnaire proposé qui a fait l'offre sincère et honnête.

6.3.2. Les Titres Proposés seront présentés par l'Associé Minoritaire aux Destinataires de l'Offre comme suit:

(a) l'Associé Minoritaire offrira aux Destinataires de l'Offre, et lesdits Destinataires de l'Offre pourront choisir (mais ne seront pas obligés) d'acheter tout ou partie des Titres Proposés (aux conditions des présentes dispositions) en notifiant leur acceptation (la «Notification d'Acceptation») à l'Associé Minoritaire et à la Société dans les quinze (15) jours suivant l'envoi de l'Avis de Proposition de Vente;

(b) Tous les Destinataires de l'Offre qui exercent de tels droits d'achat peuvent dans leur ensemble acheter un nombre maximum de Titres Proposés égal au nombre de Titres Proposés multipliés par une fraction, ayant (x) pour numérateur,

le nombre de Titres détenus par le Destinataire de l'Offre, selon les circonstances et (y) pour dénominateur, l'ensemble des Titres détenus par tous les Destinataires de l'Offre qui ont exercé leurs droits d'achat (collectivement les «Acheteurs», individuellement un «Acheteur») (le nombre résultant de Titres étant à arrondir au nombre entier le plus proche, et toute fraction égale à un demi étant à arrondir au nombre entier inférieur);

(c) La Société doit dans les sept (7) jours suivant l'expiration du délai de quinze (15) jours mentionnée à l'article 6.3.2 notifier à tous les Acheteurs le nombre de Titres Proposés que chaque Acheteur peut acheter conformément au présent article («l'Avis de Proposition d'Exercice»). Le(s) Gérant(s) ou, selon le cas, le Conseil de Gérance, peuvent en même période notifier à l'Associé Minoritaire qu'ils ne sont pas d'accord avec le prix indiqué dans l'offre sincère et honnête, auquel cas la Société peut faire appel à un expert indépendant conformément à l'article 6.6. qui déterminera la valeur de marché des Titres Proposés.

(d) Dans les quinze (15) jours de l'envoi de l'Avis de Proposition d'Exercice par la Société, chaque Acheteur informera l'Associé Minoritaire et la Société du nombre de Titres Proposés pour lesquels il accepte la Proposition de Vente (l'«Avis d'Acceptation d'Exercice»). L'Avis d'Acceptation d'Exercice contiendra l'obligation inconditionnelle et irrévocable de l'Acheteur d'acquiescer ledit nombre de Titres Proposés suivant les mêmes modalités et conditions que celles mentionnées dans l'offre sincère et honnête, sous réserve de la détermination du prix des Titres Proposés par un expert indépendant conformément au paragraphe 6.3.2. (a).

(e) Si suivant (i) la réception de tous les Avis d'Acceptation d'Exercice, (ii) ou de l'application de la formule énoncée sous (b) ci-dessus, il ressort qu'un ou plusieurs Titres Proposés ne sont pas achetés par les Acheteurs après exercice de leurs droits d'achat, alors seulement les Titres Proposés restants pourront, sous réserve de l'article 6.2., être proposés à la vente par l'Associé Minoritaire au cessionnaire proposé conformément à l'offre sincère et honnête et dans le respect des dispositions du paragraphe 6.3.4.

6.3.3. Au cas où certains ou tous les Destinataires de l'Offre acceptent d'acheter tous les Titres Proposés conformément à l'article 6.3.2, l'Associé Minoritaire vendra les Titres Proposés aux Acheteurs, et les Acheteurs payeront le prix d'achat de ces Titres Offerts en espèces trente (30) jours après la date de l'envoi de l'Avis d'Acceptation d'Exercice ou, le cas échéant, de la détermination de la valeur de marché des Titres Proposés par l'expert indépendant.

Sauf accord contraire entre l'Associé Minoritaire et les Acheteurs, l'achat des Titres Offerts par les Acheteurs aura lieu à l'établissement principal de la Société aux heures ouvrées. A l'heure et l'endroit indiqués, l'Associé Minoritaire livrera les instruments de cessions suffisants pour transférer les Titres Offerts à l'Acheteur déterminé contre paiement du prix d'achat déterminé.

6.3.4. Au cas où (a) les Destinataires de l'Offre viendraient à ne pas accepter valablement d'acquiescer tout ou partie des Titres Proposés conformément à la Proposition de Vente ou (b) les Acheteurs viendraient à ne pas acheter tout ou partie des Titres Offerts dans les délais impartis tels que mentionnés à l'article 6.3.3. (la date de la survenance décrite dans le sous-paragraphe précédent étant définie comme la «Date Finale»), alors l'Associé Minoritaire aura, sous réserve de l'article 6.2., le droit d'accepter l'offre sincère et honnête, et de vendre ces Titres Offerts conformément à cette offre, à condition que dans chacun de ces cas:

(a) le transfert des Titres Proposés conformément à l'offre sincère et honnête ait lieu dans les trente (30) jours suivant la Date Finale;

(b) le paiement décrit dans l'offre sincère et honnête n'ait changé en aucun cas et aucun terme ou disposition déterminés dans l'offre sincère et honnête n'ait été modifié de quelque façon que ce soit (étant entendu que tout changement ou modification des termes de l'offre sincère et honnête constituerait une nouvelle offre et serait sujet aux dispositions du présent article); et

(c) un tel transfert proposé doit être notifié par l'Associé Minoritaire à la Société et à tous autres associés au moins quinze (15) jours avant la date de cession proposée.

Aux fins des dispositions ci-dessus, l'«offre sincère et honnête» est définie comme une proposition irrévocable faite par écrit et de bonne foi par un cessionnaire proposé pour acquiescer un nombre défini de parts sociales et qui indique (a) le type, le nombre et la catégorie de parts sociales ou titres à acheter, (b) le prix proposé par actions ou titres, (c) les modalités et les conditions de l'offre, y compris toutes les représentations, garanties et indemnités fournies en conséquence, (d) le nom et l'adresse du cessionnaire et de chaque personne qui le contrôle et (e) les moyens de financement du cessionnaire pour ce qui concerne l'achat envisagé, à condition qu'une telle offre ne puisse pas être sujette à une quelconque condition de satisfaction ou à l'accomplissement d'un acte dont le cessionnaire peut décider discrétionnairement

6.4. Sous réserve de l'article 6.2., et en l'absence d'application de l'article 6.5., aucune cession par un ou plusieurs associés, de cinquante pourcent (50%) ou plus des parts sociales émises par la Société, quelle que soit leur catégorie, à un tiers (ou à des personnes agissant de concert avec lui), dans le cadre d'une transaction ou d'une série de transactions liées, ne sera réalisée sans que, avant l'inscription de la cession, le cédant n'ait obtenu du cessionnaire potentiel qu'il émette une Offre d'Achat (telle que définie ci-après) à l'attention de tous les autres associés de la Société. Chaque associé ou destinataire d'une telle offre devra, dans un délai de quinze (15) jours suivant la date d'émission de cette offre (laquelle devra être précisée), accepter ou refuser l'offre par écrit (à défaut, le silence valant refus de l'offre). A moins que l'Offre d'Achat n'ait été émise, que celle-ci n'ait donné lieu à cession de parts sociales, ou que les délais précisés ci-avant pour

l'acceptation de l'offre n'aient expiré, le ou les Gérant(s) ou selon le cas le Conseil de Gérance de la Société ne devra (ont) pas approuver la réalisation et l'inscription de ladite ou des dites cession(s) de parts sociales.

Pour les besoins de cet article, une «Offre d'Achat» désigne l'offre inconditionnelle émise par un cessionnaire potentiel, conformément à l'article 6.4, d'acheter des parts sociales, quelle que soit leur catégorie, détenues par les destinataires de l'Offre d'Achat à un prix (lequel, pour régler toute difficulté d'interprétation, pourra comporter des éléments autres que des espèces) par part sociale égal au prix par part sociale de même catégorie offert à l'associé cédant conformément à l'article 6.4., étant entendu que si l'offre a été initialement émise eu égard à une catégorie de parts sociales déterminée, le prix par part sociale de toute autre catégorie sera librement fixé par le cessionnaire potentiel auteur de l'offre et le destinataire de celle-ci, sous réserve que ce prix ne puisse pas être inférieur à la valeur de marché de cette part sociale. Cette Offre d'Achat doit être valable pendant une durée d'au moins vingt (20) jours.

6.5. Sous réserve de l'article 6.2, et en l'absence d'application de l'article 6.4, lorsqu'un ou plusieurs associés souhaite (nt) céder plus de cinquante pourcent (50%) des parts sociales émises par la Société (l'«Offre») à une personne (ou plusieurs personnes agissant de concert avec elle) autre qu'une société affiliée d'un autre associé (le «Cessionnaire»), les associés cédants pourront exiger de tous les autres associés de la Société qu'ils cèdent l'intégralité de leurs parts sociales de quelque catégorie que ce soit, au Cessionnaire, ou à la demande du Cessionnaire, en envoyant un avis (l'«Avis de Vente Forcée») à cette fin à tous les autres associés (les «Associés Appelés») en précisant qu'il est demandé aux Associés Appelés, conformément au présent article 6.5, de céder leurs parts sociales quelle que soit leur catégorie, libres de tous privilèges, charges et servitudes, et le prix (le «Prix Proposé») auquel ces parts sociales seront cédées étant entendu que si l'offre est initialement émise eu égard à une catégorie déterminée de parts sociales, le prix par part sociale de toute autre catégorie de parts sociales sera fixé librement par le destinataire de l'Offre et le Cessionnaire sans que ce prix ne puisse être inférieur à la valeur de marché de cette parts sociale.

Pour le calcul du Prix Proposé, il sera pris en considération toute contrepartie (y compris, pour régler toute difficulté d'interprétation, toute contrepartie autre qu'en espèces) offerte aux associés cédants au titre de leurs parts sociales, qui eu égard à la nature de la transaction dans son ensemble, peut raisonnablement être considérée comme s'additionnant au prix payé ou prix dû au titre des parts sociales.

6.6. En cas de conflit relatif à la détermination du prix de vente ou de la valeur de marché des parts sociales ou des titres de la Société en vertu de cet article 6 ou au calcul de la valeur d'un élément de ce prix, qu'il s'agisse ou non d'espèces, cette détermination ou ce calcul seront effectués par un expert indépendant (agissant comme expert et non comme arbitre) désigné par les parties concernées (ou en cas de désaccord des parties, par le Président du Tribunal d'Arrondissement siégeant en matière commerciale de Luxembourg à la demande d'une des parties) dont la décision devra (en l'absence de fraude ou d'erreur manifeste) lier et s'imposer à la Société et à tous ses associés. Le coût du recours à l'expert sera supporté par la Société.

6.7. Toute cession de parts sociales doit être documentée dans un acte notarié ou un contrat sous seing privé. Une telle cession n'est opposable à la Société et aux tiers qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par elle, suivant les règles sur le transport des créances établies par l'article 1690 du Code civil luxembourgeois sur le transport des créances.

6.8. La propriété d'une part sociale emporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux résolutions adoptées par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés.

6.9. Chaque part sociale, de quelque catégorie que ce soit, donne droit à un vote, sauf disposition contraire de la Loi.

Art. 7. Augmentation et Réduction du Capital Social. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, par une résolution de l'assemblée générale des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées par les présents Statuts ou, le cas échéant, par la Loi pour toute modification des présents Statuts.

La Société peut racheter ses propres parts sociales en vue et à condition de les annuler immédiatement.

Art. 8. Incapacité, Faillite ou Déconfiture d'un Associé. L'incapacité, la faillite ou la déconfiture ou tout autre évènement similaire de l'associé unique ou de l'un des associés n'entraînent pas la liquidation de la Société.

Chapitre III. Gérance, Commissaires aux comptes

Art. 9. Gestion.

9.1 La Société est gérée et administrée par un ou deux Gérants, agissant conjointement, associés ou non (ci-après le «le Gérant ou les Gérants») ou par un Conseil de Gérance composé de trois membres au moins, associés ou non (le «Conseil de Gérance»).

9.2 Le ou les Gérants ou, selon le cas, les membres du Conseil de Gérance seront nommés par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés, selon le cas, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat, conformément aux règles suivantes:

9.2.1 En cas de pluralité d'associés et dans la mesure où et aussi longtemps que CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (A) L.P. est associé de la Société, elle est habilitée à présenter une liste séparée d'au moins deux candidats; l'assemblée générale nommera un gérant parmi cette liste.

9.2.2 En l'absence de nominations selon les dispositions des articles 9.2.1, l'assemblée générale des associés sera libre de nommer le/les gérant(s) correspondants conformément aux principes généraux énoncés par la Loi et les Statuts.

9.2.3 En cas de pluralité de gérants, l'assemblée générale des associés nommera les gérants restants conformément aux principes généraux énoncés par la Loi et les Statuts.

9.3 Un gérant pourra être révoqué ad nutum avec ou sans motif et remplacé à tout moment sur décision adoptée par les associés.

9.4 En cas de révocation, de remplacement, de démission, de décès, de retraite ou de toute autre vacance d'un gérant, l'assemblée générale des associés, pourvoiront à son remplacement, en conformité avec les dispositions des articles 9.2.1 à 9.2.3 ci-dessus, de façon à ce que, dans la mesure où et aussi longtemps que CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (A) L.P. est associé dans la Société, il est représenté au conseil de gérance.

9.5 Le gérant unique et chacun des membres du conseil de gérance n'est ou ne seront pas rémunéré(s) pour ses/leurs services en tant que gérant, sauf s'il en est décidé autrement par l'assemblée générale des associés. La Société pourra rembourser tout gérant des dépenses raisonnables survenues lors de l'exécution de son mandat, y compris les dépenses raisonnables de voyage et de logement survenus lors de la participation à des réunions du conseil de gérance, en cas de pluralité de gérants.

Les associés ne doivent pas intervenir dans la gestion de la Société.

Art. 10. Conseil de Gérance. Le Conseil de Gérance (s'il y en a) choisira parmi ses membres un président (le «Président»). Il pourra également nommer un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être membre du Conseil de Gérance et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance (le «Secrétaire»).

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du Président. Une réunion du Conseil de Gérance doit être convoquée si deux de ses membres le demandent.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, mais en son absence le Conseil de Gérance peut désigner un autre membre du Conseil de Gérance comme président pro tempore à la majorité des personnes présentes.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de tous ceux qui ont le droit d'assister à cette réunion, une convocation écrite de toute réunion du Conseil de Gérance devra être envoyée à tous les membres du Conseil de Gérance par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, au moins une semaine avant la date prévue pour la réunion. La convocation indiquera le lieu, la date et l'heure de la réunion ainsi que l'ordre du jour et une indication des affaires à traiter. Il pourra être passé outre cette convocation avec l'accord écrit de chaque membre du Conseil de Gérance transmis par tout moyen permettant la transmission d'un texte écrit. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminé dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil de Gérance.

Toute réunion du Conseil de Gérance se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil de Gérance choisira de temps à autre. Tout membre du Conseil de Gérance pourra se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par écrit un autre membre du Conseil de Gérance comme son mandataire.

Le Conseil de Gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des membres du Conseil de Gérance est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres du Conseil de Gérance présents ou représentés lors de la réunion.

Un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance peuvent participer à une réunion par conférence téléphonique, ou par tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

En cas d'urgence, une résolution écrite, signée par tous les membres du Conseil de Gérance, est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu signés chacun par un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance.

Les associés ne doivent ni participer ni s'immiscer dans la gestion de la société.

Art. 11. Pouvoirs de gestion. Le ou les Gérants ou, selon le cas, le Conseil de Gérance ont les pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément par les Statuts ou par la Loi à l'associé unique ou à l'assemblée générale des associés, selon le cas, relèvent de la compétence du ou des Gérants, ou, selon le cas, du Conseil de Gérance.

Art. 12. Rémunération et dépenses. Le ou les Gérants ou, selon le cas, les membres du Conseil de Gérance peuvent être rémunérés pour la gestion de la Société et sont, en plus, remboursés de leurs dépenses engagées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social.

Art. 13. Responsabilité des gérants. Le ou les Gérants ou, selon le cas, les membres du Conseil de Gérance n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leurs fonctions, ils prennent des engagements pour le compte de la Société. Chaque Gérant ou membre du Conseil de Gérance est uniquement responsable de ses devoirs à l'égard de la Société.

Art. 14. Délégation de pouvoirs - Représentation de la Société. Le ou les Gérants ou, selon le cas, le Conseil de Gérance peuvent conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou comités de son choix.

Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée par la signature individuelle d'un Gérant (lorsqu'il y en a moins de trois) ou par la signature conjointe de deux membres du Conseil de Gérance.

Vis-à-vis des tiers, la Société sera également engagée par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par le ou les Gérants ou, selon le cas, le Conseil de Gérance, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 15. Conflit d'Intérêts. Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un membre du Conseil de Gérance, le ou les Gérants, fondés de pouvoirs ou employés de la Société ont un intérêt personnel dans telle autre société ou entreprise, ou en sont administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé. Toute personne liée, de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas être empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions au seul motif de ce lien avec cette autre société ou entreprise.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un membre du Conseil de Gérance ou un Gérant (s'il y en a deux) aurait ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, ce membre du Conseil de Gérance ou ce Gérant devra en aviser le Conseil de Gérance ou l'autre Gérant et ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote au sujet de cette transaction. Cette transaction ainsi que l'intérêt personnel du membre du Conseil de Gérance ou du Gérant devront être portés à la connaissance de la prochaine assemblée générale des associés.

La Société indemniserà les membres du Conseil de Gérance, le(s) Gérant(s), les fondés de pouvoirs ou employés de la Société et, le cas échéant, leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous dommages qu'ils auraient à payer et tous frais raisonnables qu'ils auraient encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auraient été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes de membre du Conseil de Gérance, de Gérant, de fondé de pouvoirs ou d'employé de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société de laquelle la Société est actionnaire ou créancier et contre laquelle ils n'ont pas de droit à indemnisation, exception faite des cas dans lesquels, lors d'une telle action en justice, de procès ou de poursuites judiciaires, leur responsabilité est définitivement engagée pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les questions couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société reçoit confirmation par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou mauvaise gestion. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre en vertu des présents Statuts.

Art. 16. Procès-Verbaux de Résolutions de Gérance. Les résolutions du ou des Gérants sont, le cas échéant, enregistrées par écrit. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par un Gérant.

Les procès-verbaux de toute réunion du Conseil de Gérance seront signés par le président de la réunion. Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le Président et par le Secrétaire (s'il y en a) ou par deux membres du Conseil de Gérance.

Art. 17. Commissaire aux Comptes. Les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables, peuvent être contrôlés, et devront obligatoirement l'être dans les cas prévus par la Loi, par un ou plusieurs commissaires aux comptes, associés ou non.

Le ou les commissaires aux comptes, seront nommés par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés, qui détermineront leur nombre pour une durée qui ne peut dépasser six ans. Ils resteront en fonction jusqu'à la nomination de leurs successeurs. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés.

Chapitre IV. Assemblée générale des associés

Art. 18. Pouvoirs de l'Assemblée des Associés. Toute assemblée générale des associés de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

L'assemblée générale des associés est investie de tous les pouvoirs qui lui sont réservés par les présents Statuts et par la Loi.

Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la Loi à l'assemblée générale des associés. Dans ce cas, les articles 194 à 196 ainsi que 199 de la loi du 10 août 1915 ne sont pas applicables.

Art. 19. Assemblée Générale Annuelle. L'assemblée générale annuelle, qui doit se tenir uniquement dans le cas où la Société comporte plus de vingt-cinq (25) associés, se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit indiqué dans les convocations, le treize juin à quinze (15.00) heures.

Si ce jour est un jour férié légal, un samedi ou un dimanche, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 20. Autres assemblées générales. Si la Société ne comporte pas plus de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés peuvent être prises par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel sera envoyé par le ou les Gérants ou, selon le cas, le Conseil de Gérance aux associés par écrit et transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Dans ce dernier cas les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, dans un délai de quinze (15) jours suivant la réception du texte de la résolution proposée. Les conditions de quorum et de majorité applicables à l'adoption de résolutions par l'assemblée générale des associés doivent s'appliquer mutatis mutandis à l'adoption de résolutions écrites.

A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent se réunir en assemblées générales, conformément aux conditions fixées par les présents Statuts ou la Loi, sur convocation du ou des Gérants ou, selon le cas, du Conseil de Gérance, subsidiairement, du commissaire aux comptes (s'il y en a un), ou plus subsidiairement, des associés représentant la moitié du capital social. La convocation envoyée aux associés indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée ainsi que l'ordre du jour de l'assemblée générale et une indication des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des associés. L'ordre du jour d'une assemblée générale extraordinaire doit également décrire toutes les modifications proposées des Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société. Si tous les associés sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Les présents Statuts pourront être à tout moment modifiés par l'assemblée des associés selon le quorum et conditions de vote requis par les lois du Grand - Duché de Luxembourg. De plus et aussi longtemps que CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (A) L.P. est l'associé de la Société, les dispositions des articles 9.2. à 9.4 ci-dessus ne pourront être amendés qu'avec le consentement de CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (A) L.P.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que des circonstances de force majeures, appréciées souverainement par le ou les Gérants ou, selon le cas, le Conseil de Gérance, le requièrent.

Art. 21. Présences - Représentation. Tous les associés ont le droit de participer et de prendre la parole aux assemblées générales des associés.

Tout associé peut prendre part aux assemblées générales en désignant par écrit, pouvant être transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire, associé ou non. Le ou les Gérants ou, selon le cas, le Conseil de Gérance peuvent arrêter la forme des procurations et ils peuvent exiger que les procurations soient déposées au lieu indiqué par le ou les Gérants ou, selon le cas, le Conseil de Gérance au moins cinq (5) jours avant la date fixée pour l'assemblée. Tout associé, personne morale, peut donner procuration par l'intermédiaire d'une personne dûment habilitée ou peut autoriser toute personne qu'il estime apte à agir comme son représentant à une assemblée générale des associés, à condition de fournir toute preuve de pouvoirs de représentation que le ou les Gérants ou, selon le cas, le Conseil de Gérance pourraient exiger. Le ou les Gérants ou, selon le cas, le Conseil de Gérance peuvent déterminer toute autre condition qui devra être remplie en vue de la participation aux assemblées générales des associés.

Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société. Les copropriétaires, les usufruitiers et les nu-propriétaires de parts sociales, les créanciers et les débiteurs de parts sociales mises en gage doivent désigner une seule personne pour les représenter à l'assemblée générale des associés.

Art. 22. Procédure à l'assemblée générale des associés. Chaque assemblée générale des associés est présidée par le Président ou par une personne désignée par le ou les Gérants ou, selon le cas, le Conseil de Gérance, ou par l'assemblée générale des associés.

Le président de l'assemblée générale des associés désigne un secrétaire.

L'assemblée générale des associés élit un scrutateur.

Le président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale.

Art. 23. Vote à l'assemblée des associés. Une liste de présence, indiquant le nom des associés et le nombre des parts sociales pour lesquelles ils votent, est signée par chacun d'entre eux ou par leur mandataire avant l'ouverture des débats de l'assemblée générale des associés.

L'assemblée générale des associés peut délibérer et vote uniquement sur les points figurant à l'ordre du jour.

Le vote se fait à main levée ou par un appel nominal, sauf si l'assemblée générale des associés décide d'adopter une autre procédure de vote.

Lors de toute assemblée générale des associés, autre qu'une assemblée générale extraordinaire convoquée en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, les résolutions seront adoptées à la majorité des associés présents ou représentés, qui doivent au moins représenter la moitié du capital social émis.

Lors de toute assemblée générale extraordinaire des associés, convoquée conformément aux présents Statuts ou à la Loi, en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, les résolutions seront valablement adoptées par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social émis.

Art. 24. Procès-verbaux. Les procès-verbaux des assemblées générales des associés sont signés par le président de l'assemblée, le secrétaire de l'assemblée et le scrutateur de l'assemblée et peuvent être signés par tout associé ou mandataire d'associé qui en fait la demande.

Les résolutions adoptées par l'associé unique sont consignées par écrit et signées par l'associé unique.

Les copies ou extraits des résolutions adoptées par l'associé unique, des procès-verbaux de l'assemblée générale des associés ainsi que les résolutions écrites des associés à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Président ou par un Gérant.

Chapitre V. Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 25. Année Sociale. L'année sociale de la Société commence le premier janvier de chaque année et finit le trente et un décembre de la même année.

Art. 26. Approbation des Comptes Annuels. A la fin de chaque année sociale, les comptes sont arrêtés et le ou les Gérants ou, selon le cas, le Conseil de Gérance dressent un inventaire des actifs et passifs et établissent le bilan ainsi que le compte des profits et pertes conformément à la Loi et aux pratiques comptables luxembourgeoises.

Les comptes annuels sont soumis à l'approbation de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés qui délibère, et, le cas échéant, les approuve.

Avant cette approbation, tout associé ou son mandataire, peut prendre communication de ces documents financiers au siège social. Si la Société comporte plus de vingt-cinq (25) associés, ce droit ne peut être exercé que pendant les quinze (15) jours qui précèdent la date de l'assemblée générale annuelle des associés.

Art. 27. Répartition des Bénéfices. Sur les bénéfices nets, déterminés conformément aux droit luxembourgeois et aux règles comptables (les «Bénéfices Nets»), il sera prélevé cinq pourcent (5 %) pour la formation d'un fonds de réserve légale (la «Réserve Légale»). Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la Réserve Légale atteindra dix pourcent (10%) du capital émis.

Après dotation de la Réserve Légale, l'assemblée générale des associés ou selon le cas l'associé unique, décidera de la distribution aux associés, du solde de tout ou partie des Bénéfices Nets, ainsi que des bénéfices reportés, des réserves distribuables ou de la prime d'émission (les «Revenus Distribuables»), conformément aux dispositions suivantes.

L'allocation des Revenus Distribuables sera effectuée dans l'ordre de priorité suivant:

(i) D'abord, chaque part sociale privilégiée donnera droit à un dividende privilégié annuel, lequel sera cumulatif et d'un montant égal à trois virgule soixante-sept pourcent (3.67%) de la somme de (x) la valeur nominale de cette part sociale privilégiée de catégorie B et (y) la prime d'émission payée eu égard à cette part sociale privilégiée de catégorie B (l'«Intérêt Privilégié»), lequel ne sera pas immédiatement distribué aux détenteurs de parts sociales privilégiées de catégorie B mais affecté à une réserve (la «Réserve des Parts B»).

Dans l'hypothèse où les Revenus Distribuables d'un exercice financier sont insuffisants pour permettre l'affectation de tout ou partie de l'Intérêt Privilégié à la Réserve des Parts B, cet Intérêt Privilégié ou le cas échéant toute partie de celui-ci sera affecté à la Réserve des Parts B avec et en sus de l'Intérêt Privilégié de l'exercice suivant.

(ii) En second lieu, les associés devront affecter à la Réserve des Parts B un montant prélevé sur les Revenus Distribuables égal à zéro virgule soixante-sept pourcent (0.67%) du Profit Brut réalisé par la Société lors de l'exercice financier considéré toutes les fois que la Société aura, au cours de cet exercice financier, racheté tout ou partie des instruments de dettes convertibles que la Société peut émettre de temps à autre (les «Instruments de Dettes Convertibles»).

Pour les besoins de cet article, «Profit Brut» désigne les Bénéfices Nets de la Société après paiement et/ou provision des montants dus aux créanciers de la Société autres que les titulaires d'Instruments de Dettes Convertibles au cours de l'exercice financier, auxquels s'ajoute tout paiement effectué au titre des Instruments de Dettes Convertibles au cours de l'exercice financier considéré.

(iii) Troisièmement, tout reliquat des Revenus Distribuables devra être distribué aux titulaires de parts sociales ordinaires de catégorie A.

La Réserve des Parts B n'est pas disponible et ne pourra être distribuée sauf en cas de liquidation de la Société comme précisé ci-après.

Dans les conditions fixées par la Loi et sous réserve des dispositions précédentes, le(s) Gérant(s) ou, selon le cas, le Conseil de Gérance peut(vent) procéder à des distributions à prélever sur les Revenus Distribuables sous forme de versements aux associés d'acomptes sur dividendes. Le ou les Gérants ou, selon le cas, le Conseil de Gérance détermine (nt) le montant et la date de paiement de ces distributions.

Chapitre VI.- Dissolution, Liquidation

Art. 28. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute avant le terme prévu à l'article 4 des présents Statuts par une résolution de l'associé unique ou, selon le cas, de l'assemblée générale des associés délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées par les présents Statuts ou par la Loi pour toute modification des statuts.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins du ou des Gérants ou, selon le cas, du Conseil de Gérance ou par toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale) nommée

par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés, qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société et de tous les frais de liquidation, le boni de liquidation sera réparti équitablement entre tous les associés conformément aux règles de distribution de dividendes et de manière à atteindre le même résultat économique que celui fixé par les règles de répartition des Revenus Distribuables, et la Réserve des Parts B sera distribuée exclusivement et avant tout autre paiement effectué au profit d'autres associés, aux titulaires de parts sociales privilégiées de la catégorie B, au prorata de leur détention de ces parts sociales.

Chapitre VII. Loi applicable

Art. 29. Loi Applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts seront soumises à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.»

Frais et dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la Société des suites de ce document sont estimés à vingt mille euros.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'à la demande du même comparant et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: B. Moens-Colleaux, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 20 février 2007. Relation: EAC/2007/1216. — Reçu 16.932,54 euros.

Le Receveur ff. (signé): Oehmen.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 7 mars 2007.

J.-J. Wagner.

Référence de publication: 2007039767/239/1131.

(070036538) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2007.

SMP International Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 8, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 60.157.

L'an deux mille sept, le vingt-neuf janvier.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Guy Foulon, ingénieur, demeurant à Wépion (Belgique).

Lequel comparant a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I.- Suite à quatre contrats successifs de cessions de parts qui resteront annexés aux présentes pour être enregistrés en même temps il est devenu le seul associé de la société à responsabilité limitée existant sous la dénomination de SMP INTERNATIONAL S.à r.l., avec siège social au 8, rue Dicks, L-1147 Luxembourg, (ci-après la «Société») constituée suivant un acte reçu par le notaire instrumentant en date du 17 juillet 1997, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations C Numéro 595 du 29 octobre 1997.

II.- La Société a été constituée avec un capital social de cinq cent mille (500.000,-) anciens francs luxembourgeois, représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de mille (1.000,-) anciens francs luxembourgeois chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées.

Suite à l'introduction de l'euro comme devise nationale, il est constaté que le capital de la Société est désormais fixé à douze mille trois cent quatre-vingt-quinze (12.395,-) euros représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-quatre euros et soixante-dix-neuf centimes (24,79) chacune.

III.- L'associé unique décide de procéder à une refonte complète des statuts de la Société pour leur donner désormais la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Il existe une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, et notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et leurs lois modificatives, en particulier celle du 28 décembre 1992 relative à la société à responsabilité limitée unipersonnelle, ainsi que par les présents statuts.

A tout moment, l'associé peut s'adjoindre un ou plusieurs coassociés et, de même, les futurs associés peuvent prendre les mesures appropriées tendant à rétablir le caractère unipersonnel de la société.

Art. 2. L'objet de la Société est d'accomplir toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations dans toute entreprise sous quelque forme que ce soit, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra notamment employer ses fonds à la création, la gestion, la mise en valeur et la liquidation d'un portefeuille se composant de titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'investissement, de souscription, de prise ferme ou d'option, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces titres et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

La Société pourra exercer toute activité industrielle et commerciale de nature à favoriser directement ou indirectement la réalisation de son objet social. La Société pourra exercer toute activité de conseil au profit d'entreprises industrielles ou commerciales.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société prend la dénomination de SMP INTERNATIONAL, S.à r.l.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

La Société peut ouvrir des bureaux et succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social souscrit de la Société est fixé à douze mille trois cent quatre-vingt-quinze (12.395,-) euros représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-quatre euros et soixante-dix-neuf centimes (24,79) chacune, entièrement libérées.

Art. 7. Les parts sociales détenues par l'associé unique sont librement transmissibles entre vifs et par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne sont cessibles dans ce même cas à des non-associés qu'avec le consentement préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales ne peuvent être dans le même cas transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

En cas de cession, la valeur d'une part est évaluée sur base des trois derniers bilans de la société conformément aux dispositions de l'article 189 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Titre III.- Gérance

Art. 8. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, nommés et révocables par l'associé unique ou, selon le cas, les associés.

Le ou les gérant (s) sont nommés pour une durée indéterminée et ils sont investis vis-à-vis des tiers des pouvoirs les plus étendus.

Des pouvoirs spéciaux et limités pourront être délégués pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, associés ou non.

Titre IV.- Décisions de l'associé unique, Décisions collectives d'associés

Art. 9. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés à responsabilité limitée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

En cas de pluralité d'associés, les décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants seront prises en assemblée.

Titre V.- Année sociale, Bilan, Répartitions

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 11. Chaque année, au trente et un décembre, il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la Société, ainsi qu'un bilan et un compte de profits et pertes.

Le solde du compte de profits et pertes, après déduction des dépenses, frais, amortissements, charges et provisions, constitue le bénéfice net de la société. Chaque année, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire dès que le fonds de réserve légale a atteint le dixième du capital émis mais doit reprendre jusqu'à ce que le fonds de réserve soit entièrement reconstitué lorsque, à tout moment et pour n'importe quelle raison, ce fonds a été entamé.

Le surplus du bénéfice net est attribué à l'associé unique ou, selon le cas, réparti entre les associés. Toutefois, l'associé unique, ou, selon le cas, l'assemblée des associés à la majorité fixée par les lois afférentes, pourra décider que le bénéfice, déduction faite de la réserve, pourra être reporté à nouveau ou être versé à un fonds de réserve extraordinaire.

Titre VI.- Dissolution

Art. 12. La Société n'est pas dissoute par le décès, la faillite, l'interdiction ou la déconfiture d'un associé.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par le ou les gérant(s) en fonctions ou, à défaut, par un ou plusieurs liquidateur(s) nommé(s) par l'associé unique ou, selon le cas, par l'assemblée des associés. Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif. L'actif, après déduction du passif, sera attribué à l'associé unique ou, selon le cas, partagé entre les associés dans la proportion des parts dont ils seront alors propriétaires.

Titre VII.- Dispositions générales

Art. 13. Pour tous les points non expressément prévus aux présents statuts, le ou les associés s'en réfèrent aux dispositions légales.

IV.- Il est pris acte du décès du gérant Monsieur Georges Germis survenu en date du 24 février 2001.

Par ailleurs la démission du gérant Monsieur Donald R. Gant comme gérant de la Société est acceptée.

Finalement Monsieur Guy Foulon reste le seul gérant de la Société.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: G. Foulon, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} février 2007, vol. 31CS, fol. 76, case 12. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 février 2007.

A. Schwachtgen.

Référence de publication: 2007039596/230/106.

(070036345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2007.

H B M S.A. Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 12, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 49.091.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mars 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007040487/680/12.

Enregistré à Luxembourg, le 13 mars 2007, réf. LSO-CC03149. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070036973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2007.

New Invest 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 18, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 84.322.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 26 janvier 2007

Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide de nommer pour la période expirant à l'assemblée qui se tiendra en 2008:

Conseil d'administration:

- FIDES (LUXEMBOURG) S.à r.l., RCS B41.469 , 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

- Tej Gujadhur, Chartered Accountant, 60 Kensington Place, London

- MANACOR (LUXEMBOURG) S.A., RCS Luxembourg B 9.098, 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

L'assemblée décide de nommer pour la période expirant à l'assemblée qui se tiendra en 2008:

Commissaire aux comptes:

H.R.T. REVISION Sarl, 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
NEW INVEST 2 S.A.
Signature

Référence de publication: 2007040187/1142/23.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} février 2007, réf. LSO-CB00145. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070036601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2007.

Fortis LDI Solution, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 108.079.

—
Le bilan au 30 juin 2006 ainsi que l'affectation des résultats de l'exercice ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 février 2007.

Pour extrait sincère et conforme

Pour FORTIS LDI SOLUTION

FORTIS INVESTMENT MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.

Signature

Référence de publication: 2007040490/755/17.

Enregistré à Luxembourg, le 13 mars 2007, réf. LSO-CC03089. - Reçu 38 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070037000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2007.

Penrite Assets Corporation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 41, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 113.601.

—
EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 20 novembre 2006 au 41, avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg, que:

Il a été décidé de remplacer à partir de ce jour en qualité de gérant, la société CREALIA LLP par la société IMMO-CONCEPT SARL, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 113.082, avec siège social à Luxembourg, 41, avenue du X Septembre, L-2551.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Référence de publication: 2007040639/1268/17.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mars 2007, réf. LSO-CC01306. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070037291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2007.

Technologies Industrielles Européennes S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 34.583.

—
Le bilan au 31 décembre 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

WILSON ASSOCIATES

Signature

Référence de publication: 2007040610/803/13.

Enregistré à Luxembourg, le 14 mars 2007, réf. LSO-CC03296. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070037158) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2007.
